

# JOURNAL OFFICIEL

## DES

### ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie

PARAISANT LE 1<sup>er</sup> ET LE 16 DE CHAQUE MOIS

MATAHITI 70.  
N° 2.

TE VEA A TE HAU NO TE MAU HAAPAO RAA FARANI I OTEANIA

MAHANA 16  
NO TENUARE 1921.

## ABONNEMENTS

UN AN SIX MOIS 3 MOIS

Etablissements fran- çais de l'Océanie.	20 fr.	11 fr.	6 fr.
France, Colonies et Union postale. . .	26 fr.	14 fr.	8 fr.

## ABONNEMENTS ET ANNONCES

Les demandes d'abonnement et d'annonces devront être  
adressées au Chef de l'Imprimerie, à Papeete.

PRIX DU NUMÉRO : VOIR AUX ANNONCES

Les abonnements et les annonces sont payables d'avance.

## ANNONCES ET AVIS

Annonces judiciaires : la ligne.....	0 50
Les mêmes, renouvelées : la ligne....	0 25
Annonces commerciales et avis divers : la ligne.....	1 »
Les mêmes, renouvelés : la ligne.....	0 50

## SOMMAIRE

## PARTIE OFFICIELLE

1920

## ACTES DU POUVOIR CENTRAL

Pages

29 décembre...	Arrêté promulguant dans la Colonie le décret du 6 août 1920, rendant applicable aux colonies et pays de protectorat la loi du 24 juillet 1920, modifiant le point de départ du délai de prescription en matière de spéculation illicite et de délits connexes.	28
29 décembre...	Arrêté promulguant dans la Colonie le décret du 20 septembre 1920, relatif à la situation des fonctionnaires admis à la retraite pendant la période comprise entre la date de cessation de leurs services et la délivrance de leur titre de pension, et instituant un régime d'avances.....	28
31 décembre...	Arrêté promulguant dans la Colonie le décret du 19 septembre 1920, modifiant le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies.....	29
31 décembre...	Arrêté promulguant dans la Colonie le décret du 10 septembre 1920, relatif à la station thermale des Eaux-Bonnes (Basses-Pyrénées).....	30
31 décembre...	Arrêté promulguant dans la Colonie l'arrêté ministériel du 7 août 1920, relatif aux frais de traitement de table des Inspecteurs des colonies.....	30
15 et 26 octobre, 6 novembre..	Arrêtés interministériels approuvant les statuts de Sociétés de secours mutuels.....	31

1921

6 janvier.....	Arrêté promulguant dans la Colonie le décret du 21 octobre 1920, accordant au personnel de la Gendarmerie coloniale une indemnité pour charges militaires.....	31
7 janvier.....	Arrêté promulguant dans la Colonie le décret du 18 septembre 1920, déterminant les mesures d'application aux colonies et pays de protectorat, dépendant du Ministère des colonies, de la loi du 2 janvier 1918, sur la rééducation professionnelle des mutilés et réformés de la guerre.....	33
7 janvier.....	Arrêté promulguant dans la Colonie la loi du 7 août 1913, modifiant les lois des cadres de l'infanterie, de la cavalerie, de l'artillerie et du génie, en ce qui concerne l'effectif des unités, et fixant les conditions du recrutement de l'armée active et la durée du service dans l'armée active et ses réserves.....	34

1920

17 septembre..	Circulaire ministérielle concernant le classement de la station thermale des Eaux-Bonnes (Basses-Pyrénées).....	41
10 octobre.....	Circulaire ministérielle au sujet du développement de l'éducation indigène.....	41

## ACTES DU GOUVERNEMENT LOCAL

23 décembre...	Arrêté portant amélioration des traitements du personnel des Travaux publics.....	43
31 décembre...	Arrêté ouvrant au Budget autonome de l'Hôpital civil de Papeete, exercice 1920, divers crédits supplémentaires s'élevant ensemble à la somme de 36.163 fr. 20.....	44
31 décembre...	Arrêté portant augmentation des prix de la journée de traitement à l'Hôpital civil de Papeete.....	44
31 décembre...	Arrêté approuvant la délibération du Conseil municipal, en date du 19 novembre 1920, ouvrant au Budget de l'exercice 1920 divers crédits supplémentaires s'élevant à la somme de 33.730 francs.	45
31 décembre...	Arrêté allouant une subvention complémentaire de 30.000 francs à l'Hôpital civil de Papeete.....	45
31 décembre...	Arrêté assujettissant à diverses taxes certaines formalités d'exécution de l'arrêté du 6 janvier 1913, réglementant la circulation sur les voies publiques.....	45
1921		
7 janvier.....	Arrêté ordonnant les opérations de recensement et de recrutement des hommes de la classe 1921, ainsi que des ajournés des classes 1918, 1919 et 1920.....	46
9 janvier.....	Circulaire au sujet des opérations de recensement des hommes de la classe 1921.....	46
Nominations, mutations, mouvements, etc .....		47
Erratum relatif aux tarifs des taxes locales.....		47

## AVIS OFFICIELS

Caisse Nationale des retraites pour la vieillesse. — Avis.....	48
Etat des sommes perçues, par souscriptions publiques, pour l'érection d'un monument à la mémoire des enfants des Etablissements français de l'Océanie morts pour la Patrie.....	48
Curatelle aux successions vacantes. — Avis.....	49
Service du Trésor. — Avis.....	49

## PARTIE NON OFFICIELLE

## NOUVELLES ET INFORMATIONS

Port de Papeete. — Liste des passagers arrivés et partis.....	49
---	----

## STATISTIQUES

Situation financière de la Banque de l'Indo-Chine, au 31 décembre 1920.....	50
Annonces judiciaires.....	50
— commerciales et avis divers.....	50

## PARTIE OFFICIELLE

## ACTES DU POUVOIR CENTRAL

*ARRÊTÉ promulguant dans la Colonie le décret du 6 août 1920, rendant applicable aux colonies et pays de protectorat la loi du 24 juillet 1920, modifiant le point de départ du délai de prescription en matière de spéculation illicite et de délits connexes.*

(Du 29 décembre 1920.)

LE GOUVERNEUR P. I. DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie, OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885, concernant le Gouvernement de la Colonie;

Vu la dépêche ministérielle en date du 17 juillet 1920, n° 906;

Vu la loi du 24 juillet 1920, modifiant le point de départ du délai de prescription en matière de spéculation illicite et de délits connexes;

Vu le décret du 6 août 1920, rendant applicable aux colonies et pays de protectorat la loi du 24 juillet 1920 précitée, modifiant le point de départ du délai de prescription en matière de spéculation illicite et de délits connexes,

## ARRÊTE :

Article 1<sup>er</sup>. — Est promulgué dans les Etablissements français de l'Océanie, pour y être exécuté selon ses forme et teneur, le décret susvisé du 6 août 1920, rendant applicable aux colonies et pays de protectorat la loi du 24 juillet 1920 modifiant le point de départ du délai de prescription en matière de spéculation illicite et de délits connexes.

Art. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 29 décembre 1920.

JOCELYN ROBERT.

## DÉCRET

(Du 6 août 1920.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu les articles 8 et 18 du sénatus-consulte du 3 mai 1854;

Vu la loi du 23 octobre 1919, ayant pour objet :

1° De proroger et de modifier l'article 10 de la loi du 20 avril 1916;

2° De proroger et d'étendre les dispositions du décret du 13 août 1919, relatif à l'affichage des prix de vente;

3° De réprimer la spéculation illicite sur les loyers;

Vu la loi du 24 juillet 1920, modifiant le point de départ du délai de prescription en matière de spéculation illicite et délits connexes;

Sur le rapport du Ministre des colonies et du Garde des sceaux, Ministre de la justice,

## DÉCRÈTE :

Article 1<sup>er</sup>. — La loi du 24 juillet 1920, modifiant le point de départ du délai de prescription en matière de spéculation illicite

et délits connexes, est rendue applicable aux colonies françaises et pays de protectorat dépendant du Ministère des colonies.

Art. 2. — Le Ministre des colonies et le Garde des sceaux, Ministre de la justice, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Fait à Rambouillet, le 6 août 1920.

P. DESCHANEL.

Par le Président de la République:

Le Ministre des colonies,

A. SARRAUT.

Le Garde des sceaux,  
Ministre de la justice,

L'HOPITAUX.

*ARRÊTÉ promulguant dans la Colonie le décret du 20 septembre 1920, relatif à la situation des fonctionnaires admis à la retraite, pendant la période comprise entre la date de cessation de leurs services et la délivrance de leur titre de pension, et instituant un régime d'avances.*

(Du 29 décembre 1920.)

LE GOUVERNEUR P. I. DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie, OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885, concernant le Gouvernement de la Colonie;

Vu la circulaire ministérielle en date du 17 juillet 1920, n° 906;

Vu le décret du 20 septembre 1920, relatif à la situation des fonctionnaires admis à la retraite pendant la période comprise entre la date de cessation de leurs services et la délivrance de leur titre de pension, et instituant un régime d'avances,

## ARRÊTE :

Article 1<sup>er</sup>. — Est promulgué dans les Etablissements français de l'Océanie, pour y être exécuté selon ses forme et teneur, le décret susvisé du 20 septembre 1920, relatif à la situation des fonctionnaires admis à la retraite pendant la période comprise entre la date de cessation de leurs services et la délivrance de leur titre de pension, et instituant un régime d'avances.

Art. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 29 décembre 1920.

JOCELYN ROBERT.

## DÉCRET

(Du 20 septembre 1920.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du Ministre des colonies,

Vu le règlement d'administration publique du 27 mai 1897, relatif aux fonctionnaires admis à faire valoir leurs droits à la retraite;

Vu l'article 10 du décret du 31 mai 1862, sur la comptabilité publique; ensemble l'article 101 du décret du 30 décembre 1912, sur le régime financier des colonies;

Vu le décret du 2 mars 1910, portant règlement sur la solde et les accessoires du personnel colonial, notamment son article 8,

DECRÈTE :

Article 1<sup>er</sup>. — Les dispositions exceptionnelles du paragraphe 3 de l'article 8 du décret du 2 mars 1910 sont étendues aux fonctionnaires, employés et agents relevant du département des colonies soumis au régime de pensions des lois des 11 et 18 avril 1831, 5 août 1879 et 8 août 1883, ou tributaires des caisses locales de retraites des colonies.

Art. 2. — 1° Les fonctionnaires, employés et agents admis à la retraite qui ne se trouvent pas dans le cas prévu à l'article 10, paragraphe 3, du décret du 2 mars 1910, modifié par l'article 1<sup>er</sup> du présent décret, pourront recevoir, entre la date de leur radiation des contrôles de l'activité et celle de la remise de leur titre de pension, des avances mensuelles, à valoir sur les premiers arrérages de leur pension et imputables sur le budget qui supportait leur traitement d'activité;

2° Ces avances sont mandatées dans les mêmes conditions que la solde. Le montant en est fixé, au moment de l'admission à la retraite, soit par le Ministre, soit par le Chef de la colonie à laquelle était affecté l'intéressé, selon qu'il s'agit d'un fonctionnaire pensionné sur le Trésor public ou d'un agent tributaire d'une caisse locale de retraite coloniale;

3° La quotité des avances ne peut être supérieure au montant présumé de la pension éventuelle.

Art. 3. — 1° Lorsqu'un fonctionnaire, employé ou agent a bénéficié des dispositions de l'article 2 du présent décret, son certificat d'inscription de pension lui est remis par l'intermédiaire du chef de service qui l'a tenu au courant de ses avances sur pension;

2° Celui-ci mentionne sur le certificat de cessation de payement qu'il délivre à l'intéressé, le montant total des sommes qu'il lui a payées à ce titre, ainsi que de celles dont le titulaire pourrait être, d'autre part, débiteur envers les Services publics, afin que la reprise en soit effectuée lors du payement des premiers arrérages de la pension.

3° Si le total des prélèvements à opérer en conformité du paragraphe précédent, dépassait le montant des arrérages échus, la reprise de l'excédent serait prélevée sur les termes à échoir successivement dans les conditions ordinaires, c'est-à-dire jusqu'à concurrence du cinquième du taux de la pension.

Art. 4. — A titre exceptionnel et par mesure transitoire, les sommes payées à des fonctionnaires avant l'intervention du présent décret, en vertu d'instructions ministérielles, à titre de solde et d'accessoires, pour une période postérieure à la date fixée pour leur admission à la retraite, ne seront pas reprises et l'époque définitive de la radiation des contrôles de l'activité des intéressés sera reportée à l'expiration de la période que ces payements concernent, sans toutefois qu'il puisse en résulter une modification dans le décompte de leur pension.

Art. 5. — Le Ministre des colonies est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française et inséré au *Bulletin officiel* du Ministère des colonies.

Fait à Rambouillet, le 20 septembre 1920.

P. DESCHANEL.

Par le Président de la République :

*Le Ministre des colonies,*

A. SARRAUT.

ARRÊTÉ promulguant dans la Colonie le décret du 19 septembre 1920, modifiant le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies.

(Du 31 décembre 1920.)

LE GOUVERNEUR P. I. DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'OcéANIE, OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885, concernant le Gouvernement de la Colonie;

Vu la circulaire ministérielle du 17 juillet 1920, n° 906;

Vu le décret du 19 septembre 1920, modifiant le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies,

ARRÊTE :

Article 1<sup>er</sup>. — Est promulgué dans les Etablissements français de l'Océanie, pour y être exécuté, selon ses forme et teneur, le décret susvisé du 19 septembre 1920, modifiant le décret du 30 décembre 1912 sur le régime des colonies.

Art. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 31 décembre 1920.

JOCELYN ROBERT.

RAPPORT AU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

Paris, le 19 septembre 1920.

Monsieur le Président.

A la suite d'observations contenues dans un référé de la cour des comptes, il a paru nécessaire de compléter l'article 124 du décret du 30 décembre 1912, sur le régime financier des colonies, qui paraît faire aux seuls percepteurs une obligation de déposer des cautionnements particuliers pour chacune de leurs gestions de receveurs communaux, dont ils peuvent être chargés cumulativement.

Les préposés du Trésor, qui sont également susceptibles de réunir les fonctions de receveurs municipaux ou hospitaliers à leurs fonctions normales, ne sont pas expressément cités par ce texte, et l'on pourrait en conclure qu'ils ne sont pas astreints à l'obligation du cautionnement spécial.

En vue de combler cette lacune, nous avons préparé, M. le Ministre des finances et moi, le projet de décret ci-joint que nous vous prions de revêtir, si vous en approuvez les termes, de votre haute sanction.

Veuillez agréer, monsieur le Président, l'hommage de notre profond respect.

*Le Ministre des pensions, des primes et des allocations de guerre, chargé de l'intérim du Ministère des colonies,*

MAGINOT.

*Le Ministre des finances,*

F. FRANÇOIS-MARSAL.

DECRET

(Du 19 septembre 1920.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu l'article 18 du sénatus-consulte du 3 mai 1854;

Vu le décret du 31 mai 1862, sur la comptabilité publique;

Vu le décret du 30 décembre 1912, sur le régime financier des colonies;

Sur le rapport du Ministre des colonies et du Ministre des finances,

DÉCRÈTE :

*Article unique.* — L'article 124 du décret du 30 décembre 1912, sur le régime financier des colonies, est complété de la façon suivante :

Les fonctions de receveur des communes, d'hospices et d'établissements de bienfaisance sont de droit réunies à celles de préposé du Trésor ou des percepteurs. Ces comptables sont assujettis, pour chacune des comptabilités spéciales dont ils sont chargés, à des cautionnements particuliers.

Fait à Rambouillet, le 19 septembre 1920.

P. DESCHANEL.

Par le Président de la République :

*Le Ministre des pensions, des primes et des allocations de guerre, chargé de l'intérim du Ministère des colonies,*

MAGINOT.

*Le Ministre des finances,*

F. FRANÇOIS-MARSAL.

ARRÊTÉ promulguant dans la Colonie le décret du 10 septembre 1920, relatif à la station thermale des Eaux-Bonnes (Basses-Pyrénées).

(Du 31 décembre 1920.)

LE GOUVERNEUR P. I. DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie, OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885, concernant le Gouvernement de la Colonie ;

Vu la circulaire ministérielle du 17 juillet 1920, n° 906 ;

Vu le décret du 10 septembre 1920, relatif à la station thermale des Eaux-Bonnes (Basses-Pyrénées),

ARRÊTE :

Article 1<sup>er</sup>. — Est promulgué dans les Etablissements français de l'Océanie, pour y être exécuté, selon ses forme et teneur, le décret susvisé du 10 septembre 1920, relatif à la station thermale des Eaux-Bonnes (Basses-Pyrénées).

Art. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 31 décembre 1920.

JOCELYN ROBERT.

RAPPORT AU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

Paris, le 10 septembre 1920.

Monsieur le Président.

M. l'administrateur délégué de la compagnie fermière des Eaux-Bonnes (Basses-Pyrénées) vient d'appeler l'attention du département sur l'utilité qu'il y aurait d'admettre cette station thermale au nombre de celles où le personnel colonial peut être envoyé en traitement.

Il a été constaté que ces eaux, radioactives à minéralisation sulfurée sodique, exercent une influence favorable sur le systè-

me nerveux et circulatoire ; elles sont signalées comme ayant une action tonique et stimulante dans les anémies toxiques d'origine palustre ou tropicale. D'autre part, elles sont convenablement aménagées et situées dans une région saine et pittoresque, pourvue d'hôtels confortables, soumis à une surveillance hygiénique régulière.

J'ai, par suite, l'honneur de vous prier de vouloir bien revêtir de votre haute sanction le projet de décret ci-joint, qui a pour objet de comprendre la station des Eaux-Bonnes au nombre de celles où les fonctionnaires de mon département peuvent être envoyés en traitement par application de l'article 12, position 5, du décret du 3 juillet 1897, sur les déplacements et les passages du personnel colonial.

Je vous prie d'agréer, monsieur le Président, l'hommage de mon profond respect.

*Le Ministre des pensions, des primes et des allocations de guerre, chargé de l'intérim du Ministère des colonies,*  
MAGINOT.

DÉCRET

(Du 10 septembre 1920.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu le décret du 3 juillet 1897, sur les déplacements et les passages du personnel colonial, modifié par les décrets des 17 décembre 1912, 19 juin 1913 et 17 juillet 1913 ;

Sur le rapport du Ministre des colonies,

DÉCRÈTE :

Article 1<sup>er</sup>. — La station thermale des Eaux-Bonnes (Basses-Pyrénées) est ajoutée à celles où les fonctionnaires du service colonial et des services locaux des colonies peuvent être envoyés en traitement dans les conditions prévues à l'article 12, position 5, du décret du 3 juillet 1897, modifié par les décrets des 17 décembre 1912, 19 juin et 17 juillet 1913.

Art 2. — La durée du traitement est fixée à vingt et un jours pour l'ensemble de la cure.

Art. 3. — Le Ministre des colonies est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française et inséré au *Bulletin officiel* du Ministère des colonies.

Fait à Rambouillet, le 10 septembre 1920.

P. DESCHANEL.

Par le Président de la République :

*Le Ministre des pensions, des primes et des allocations de guerre, chargé de l'intérim du Ministère des colonies,*

MAGINOT.

ARRÊTÉ promulguant dans la Colonie l'arrêté ministériel du 7 août 1920, relatif aux frais de traitement de table des Inspecteurs des colonies.

(Du 31 décembre 1920.)

LE GOUVERNEUR P. I. DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie, OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885, concernant le Gouvernement de la Colonie ;

Vu la circulaire ministérielle du 17 juillet 1920, n° 906 ;  
Vu l'arrêté ministériel du 7 août 1920, relatif au frais de traitement de table des Inspecteurs des colonies,

# ARRÊTE :

Article 1<sup>er</sup>. — Est promulgué dans les Etablissements français de l'Océanie, pour y être exécuté, selon ses forme et teneur, l'arrêté ministériel susvisé, du 7 août 1920, relatif aux frais de traitement de table des Inspecteurs des colonies ;

Art. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 31 décembre 1920.

JOCELYN ROBERT.

# ARRÊTÉ ministériel relatif aux frais de traitement de table des Inspecteurs des colonies.

(Du 7 août 1920.)

LE MINISTRE DES COLONIES,

Vu le décret du 2 mars 1920, portant relèvement du taux des indemnités allouées aux inspecteurs des colonies en mission ;

Vu l'arrêté ministériel du 18 mai 1913, réglant le fonctionnement de l'inspection des colonies et, en particulier, l'article 51 déterminant le régime applicable au personnel de l'inspection admis à la table d'un officier ou fonctionnaire ;

Sur le rapport de l'inspecteur général des colonies, directeur du contrôle,

# ARRÊTE :

Par modification aux dispositions de l'article 51 de l'arrêté ministériel du 18 mai 1913, le montant des indemnités à verser par le personnel de l'inspection aux officiers ou fonctionnaires, à la table desquels il est admis, est fixé ainsi qu'il suit :

25 fr. pour les inspecteurs généraux.

15 fr. pour les inspecteurs.

Et 10 fr. pour les inspecteurs adjoints.

Fait à Paris, le 7 août 1920.

A. SARRAUT.

Par arrêté interministériel, en date du 15 octobre 1920, ont été approuvés les statuts de la Société de secours mutuels :

"L'Alliance", du district de Tiarei-Mahaena (Tahiti) inscrite sous le n° 19.

Par arrêtés interministériels, en date du 26 octobre 1920, ont été approuvés les statuts des Sociétés de secours mutuels :

"Le Droit"	du district de Paea (Tahiti)	inscrite sous le n° 1.
"La France"	id. Afareaitu (Moorea)	id. n° 2.
"Tiare Maohi"	id. Papetoai	id. n° 3.
"Tahiti Rahi"	id. Haapiti	id. n° 4.
"La Prévoyance"	id. Papenoo (Tahiti)	id. n° 5.
"La Mutualité scolaire"	à Papeete	id. n° 6.
"La Liberté"	à Pirae	id. n° 7.
"La Paix"	du district de Teavaro-Teaharoa (Moorea)	id. n° 8.
"La Vérité"	id. Vairao (Tahiti)	id. n° 9.
"Soissons"	id. Hitiaa	id. n° 10.

Par arrêtés interministériels, en date du 6 novembre 1920, ont été approuvés les statuts des Sociétés de secours mutuels :

"L'Autorité" du district de Tautira (Tahiti) inscrite sous le n° 11.  
"L'Egalité" id. Teahupoo id. id. n° 12.

"L'Espérance"	id.	Faâa	id.	id.	n° 13.
"La Justice"	id.	Papeari	id.	id.	n° 14.
"La Solidarité"	id.	Mataiea	id.	id.	n° 15.
"La Sympathie"	id.	Papara	id.	id.	n° 16.

ARRÊTÉ promulguant dans la Colonie le décret du 21 octobre 1920, accordant au personnel de la Gendarmerie coloniale une indemnité pour charges militaires.

(Du 6 janvier 1921.)

LE GOUVERNEUR P. I. DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie, OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885, concernant le Gouvernement de la Colonie ;

Vu la circulaire ministérielle du 17 juillet 1920, n° 906 ;

Vu l'arrêté du 27 novembre 1920, promulguant dans la Colonie le décret du 11 septembre 1920 portant attribution d'une indemnité pour charges militaires en faveur des officiers et militaires de carrière non officiers à solde mensuelle, en service aux colonies ;

Vu le décret du 21 octobre 1920, accordant au personnel de la Gendarmerie coloniale une indemnité pour charges militaires,

# ARRÊTE :

Article 1<sup>er</sup>. — Est promulgué dans les Etablissements français de l'Océanie, pour y être exécuté, selon ses forme et teneur, le décret susvisé du 21 octobre 1920, accordant au personnel de la Gendarmerie coloniale une indemnité pour charges militaires.

Art. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 6 janvier 1921.

JOCELYN ROBERT.

# RAPPORT AU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

Paris le 21 octobre 1920.

Monsieur le Président.

La loi du 31 juillet 1920, portant fixation du budget général de l'exercice 1920, a institué, en faveur des militaires de carrière à solde mensuelle, de toutes armes, une indemnité pour charges militaires, accordée à compter du 1<sup>er</sup> juillet 1920.

Il paraît équitable de faire bénéficier de cette mesure les militaires de la gendarmerie coloniale, lesquels, bien qu'entretenus au compte des budgets locaux, conservent le bénéfice de leur statut propre.

Tel est l'objet du projet de décret ci-joint, que j'ai l'honneur de soumettre à votre haute approbation.

Veuillez agréer, monsieur le Président, l'hommage de mon respectueux dévouement.

Le Ministre des colonies,  
A. SARRAUT.

# DÉCRET

(Du 21 octobre 1920.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu le décret du 29 décembre 1903, portant règlement sur la solde et les accessoires de solde des troupes à la charge du département des colonies ;

Vu les divers décrets complétant ou modifiant le précédent;  
Vu la décision présidentielle du 15 mai 1905, appliquant aux officiers de la gendarmerie coloniale les dispositions du décret du 29 décembre 1903;

Vu le décret du 19 octobre 1911, sur la solde des hommes de troupe de la gendarmerie coloniale;

Vu les divers décrets complétant ou modifiant le précédent;

Vu le décret du 11 septembre 1920, portant attribution d'une indemnité pour charges militaires en faveur des officiers et militaires de carrière non officiers à solde mensuelle, en service aux colonies;

Sur le rapport du Ministre des colonies,

#### DÉCRÈTE :

Article 1<sup>er</sup>. — A partir du 1<sup>er</sup> juillet 1920, il est attribué aux officiers et aux militaires de la gendarmerie coloniale servant au delà de la durée légale, une indemnité pour charges militaires d'après les tarifs et les conditions du décret (colonies) du 11 septembre 1920.

Art. 2. — Le Ministre des colonies est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 21 octobre 1920.

A. MILLERAND.

Par le Président de la République :

*Le Ministre des colonies,*

A. SARRAUT.

#### INSTRUCTION pour l'application du décret du 21 octobre 1920, attribuant une indemnité pour charges militaires aux officiers et hommes de troupe de la gendarmerie coloniale.

Article 1<sup>er</sup>. — La solde mensuelle des officiers et des militaires de la gendarmerie coloniale, servant au delà de la durée légale, est augmentée, à compter du 1<sup>er</sup> juillet 1920, d'une indemnité pour charges militaires, fixée conformément au tarif du décret du 11 septembre 1920 (voir annexe à la présente instruction).

Cette indemnité s'ajoute à l'indemnité temporaire du décret du 11 octobre 1919; elle est doublée pour les chefs de famille, l'expression « chef de famille » s'appliquant aux militaires mariés, veufs avec enfants mineurs, divorcés avec enfants mineurs (ou séparés judiciairement avec enfants mineurs), ou vivant avec leur mère veuve.

Elle est due aux officiers de complément, effectuant un service actif de durée longue ou indéterminée, mais non aux officiers et

militaires de complément convoqués pour une période ou un stage.

Art. 2. — L'indemnité pour charges militaires est soumise aux règles d'allocation de la solde et perçue dans les mêmes conditions.

Il en résulte qu'elle est due en entier dans toutes les positions donnant droit à la solde de présence, et qu'elle est réduite de moitié dans les positions donnant droit à la solde d'absence.

Elle est déléguable comme la solde. Toutefois, les délégations volontaires ne seront majorées que sur la volonté expresse du délégant.

Cette indemnité étant nette de toute retenue n'est pas comprise dans les sommes servant de base au décompte de la retenue pour pension à ordonnancer au profit du Trésor.

Art. 3. — Les colonies sont classées en trois catégories correspondant aux trois taux de l'indemnité.

Les militaires de la gendarmerie (officiers et hommes de troupe) désignés pour servir outre-mer ont droit à l'indemnité pour charges militaires de leur colonie destinataire, à compter de la date de leur embarquement en France. Ils conservent cette même indemnité dans la métropole au cours des congés comportant le retour dans la colonie de provenance.

Lorsqu'ils sont rapatriés définitivement, ils ont droit à l'indemnité de leur nouvelle garnison (ou de leur résidence, s'ils ne doivent plus reprendre de service actif), du jour de leur embarquement dans la colonie jusqu'à celui où ils cessent d'être payés au compte du budget local.

Les chefs de famille ayant laissé leur famille en France perçoivent l'indemnité d'après le taux prévu pour la colonie dans laquelle ils sont en service; par exception à cette règle, le militaire auquel on refuse l'autorisation d'emmener la famille outre-mer a droit, dans tous les cas, à l'indemnité pour charges militaires n° 1.

Art. 4. — A compter du 1<sup>er</sup> juillet 1920, l'indemnité pour charges militaires de la dernière garnison d'affectation en France sera comprise dans l'indemnité de départ colonial allouée aux officiers.

Art. 5. — Les rappels des sommes dues à compter du 1<sup>er</sup> juillet 1920, aux militaires de la gendarmerie actuellement en congé en France, en cours de rapatriement ou réintégrés dans la gendarmerie métropolitaine, seront effectués d'urgence par les chefs du service colonial des ports. Des avis de paiement seront adressés aussitôt par ces fonctionnaires aux commandants des détachements de gendarmerie intéressés.

Paris, le 21 octobre 1920.

*Le Ministre des colonies,*  
A. SARRAUT.

#### ANNEXE

##### Tarif de l'indemnité pour charges militaires.

GRADES	TAUX DE L'INDEMNITÉ (par jour)			OBSERVATIONS
	N° 1.	N° 2.	N° 3.	
Officiers supérieurs. ....	6 »	5 »	4 »	Les taux sont majorés de 100 p. 100 pour les chefs de famille.
Officiers subalternes. ....	5 50	4 50	3 50	
Militaires servant au-delà de la durée légale. ....	4 »	3 »	2 »	



*Classement des colonies au point de vue de la concession de l'indemnité de charges militaires.*

Indemnité n° 1.

Afrique équatoriale française.  
 Afrique occidentale française.  
 Côte française des Somalis.

Indemnité n° 2.

Indo-Chine.  
 Martinique, Guadeloupe, Guyane.  
 Saint-Pierre et Miquelon.  
 Tahiti.

Indemnité n° 3.

Madagascar et Réunion.  
 Etablissements français de l'Inde.  
 Nouvelle-Calédonie.

ARRÊTÉ promulguant dans la Colonie le décret du 18 septembre 1920, déterminant les mesures d'application aux colonies et pays de protectorat, dépendant du Ministère des Colonies, de la loi du 2 janvier 1918 sur la rééducation professionnelle des mutilés et réformés de la guerre.

(Du 7 janvier 1921.)

LE GOUVERNEUR P. I DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie, OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885, concernant le Gouvernement de la Colonie ;

Vu la circulaire ministérielle n° 60, en date du 16 novembre 1920 ;

Vu le décret du 18 septembre 1920, déterminant les mesures d'application aux colonies et pays de protectorat, dépendant du Ministère des colonies, de la loi du 2 janvier 1918 sur la rééducation professionnelle des mutilés et réformés de la guerre,

ARRÊTE :

Article 1<sup>er</sup>. — Est promulgué dans les Etablissements français de l'Océanie, pour y être exécuté, selon ses forme et teneur, le décret du 18 septembre 1920 susvisé, déterminant les mesures d'application aux colonies et pays de protectorat, dépendant du Ministère des colonies, de la loi du 2 janvier 1918 sur la rééducation professionnelle des mutilés et réformés de la guerre.

Art. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 7 janvier 1921.

JOCELYN ROBERT.

DÉCRET

(Du 18 septembre 1920.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport des Ministres des pensions, des primes et des allocations de guerre, des colonies et des finances,

Vu le sénatus-consulte du 3 mai 1854 ;

Vu le décret du 24 octobre 1919, rendant applicable aux colonies et aux pays de protectorat dépendant du Ministère des colonies la loi du 2 janvier 1918, concernant la rééducation professionnelle et l'office national des mutilés et réformés de la guerre ;

Vu le décret du 26 février 1918, modifié et complété par les décrets des 24 septembre 1918, 18 mars et 7 octobre 1919 et 4 mars 1920, déterminant les mesures d'exécution de la loi précitée du 2 janvier 1918,

DÉCRÈTE :

Article 1<sup>er</sup>. — Dans chaque colonie ou pays de protectorat dépendant du Ministère des colonies, il est institué un ou plusieurs comités des mutilés et réformés de la guerre, par arrêté du gouverneur pris, suivant le cas, en conseil de gouvernement, en conseil d'administration ou en conseil privé et après avis du conseil général dans les colonies qui sont pourvues de cet organe.

L'arrêté du gouverneur détermine l'étendue de la circonscription du comité et fixe le nombre de ses membres.

Art. 2. — Le comité est composé, avec le gouverneur ou son délégué, comme président de droit, de membres nommés par arrêté du gouverneur.

Art. 3. — Les règles générales concernant le fonctionnement et les attributions des comités départementaux, telles qu'elles sont fixées par le décret du 26 février 1918, modifié et complété par les décrets des 24 septembre 1918, 18 mars et 7 octobre 1919 et 4 mars 1920, sont applicables aux comités des colonies, sauf dérogations nécessitées par les circonstances locales.

Art. 4. — Les ressources de chaque comité comprennent :

1° Les subventions attribuées sur le budget de la colonie ou par des communes, par des personnes ou des associations privées ;

2° Le produit des dons et legs faits directement au comité et dont il aura la libre disposition en capital et en intérêts ;

3° Les subventions qui lui seront allouées par l'office national.

Art. 5. — Des arrêtés pris dans les formes prévues par l'article 1<sup>er</sup> du présent décret règlent les formes du budget et des comptes, la tenue des livres et écritures et fixent la nomenclature des pièces justificatives des recettes et des dépenses.

Art. 6. — Il est statué dans la même forme en ce qui concerne la création et l'organisation des centres ou écoles de rééducation professionnelle.

Une école de rééducation professionnelle commune à plusieurs colonies peut être instituée après accord entre les gouverneurs et les comités intéressés.

Art. 7. — Les arrêtés prévus aux articles 1<sup>er</sup>, 2, 5 et 6 ci-dessus sont adressés dans le délai d'un mois au Ministre des colonies, qui les communique à l'office national.

Art. 8. — Les demandes de subvention formées par les comités et par les écoles de rééducation sont adressées au Ministre des colonies, qui les transmet à l'office national ; il leur est donné suite dans les conditions prévues par l'article 38 du décret du 26 février 1918, modifié et complété par les décrets des 24 septembre 1918, 18 mars et 7 octobre 1919 et 4 mars 1920.

Art. 9. — Les projets de budgets des comités et des écoles de rééducation présentés par le président du comité sont soumis à ce comité avec les pièces à l'appui, dans la deuxième quinzaine d'octobre.

Les budgets délibérés par le comité sont approuvés par le gouverneur après avis du comité d'administration de l'office national et, en ce qui concerne les budgets des écoles, après avis de la commission de rééducation et du comité d'administration de l'office national.

Les budgets additionnels, délibérés avant le 31 mai de chaque année, sont présentés, délibérés et approuvés dans les mêmes formes que les budgets primitifs.

La période complémentaire de l'exercice est la même que pour les opérations des budgets locaux.

Les dates ci-dessus fixées en ce qui concerne l'établissement des budgets ne s'appliquent pas au premier budget qui sera dressé après la publication du présent décret.

Art. 10. — Les fonctions d'agent comptable du comité sont remplies par le trésorier général ou le trésorier-payeur. Dans le cas où plusieurs comités sont institués dans une même colonie, les fonctions d'agent comptable des comités autres que celui de la résidence du trésorier général ou du trésorier-payeur sont exercées par un comptable du Trésor désigné, sur la proposition du trésorier général ou du trésorier-payeur, par le gouverneur général ou le gouverneur. Avis en est donné aux Ministres des pensions, des primes et des allocations de guerre, des colonies et des finances.

Toutefois, à titre exceptionnel, lorsque les opérations d'un comité prendront une importance particulière, un agent comptable spécial pourra être nommé par décret rendu sur la proposition des Ministres des pensions, des primes et des allocations de guerre, des colonies et des finances, après avis du comité. Le cautionnement et le traitement de l'agent comptable spécial sont fixés dans les mêmes formes.

L'agent comptable est justiciable de la cour des comptes et soumis aux vérifications de l'inspection des colonies. Son cautionnement peut être réalisé en numéraire ou en valeurs de l'Etat.

Les dépenses occasionnées par l'application du présent décret aux trésoriers généraux ou trésoriers-payeurs et aux comptables subordonnés, agissant pour le compte de leurs chefs de service ou pour leur propre compte en tant que comptables d'un comité, leur seront remboursées dans les conditions qui seront déterminées par un arrêté du Ministre des finances, après avis des Ministres des pensions, des primes et des allocations de guerre et des colonies. La rémunération qu'il pourrait être reconnue nécessaire de leur allouer sera fixée dans les mêmes formes.

Art. 11. — Les opérations de recettes et de dépenses sont effectuées par l'agent comptable, chargé seul et sous sa responsabilité de faire toutes diligences pour assurer la rentrée des revenus et créances, legs, donations et autres ressources du comité, de faire procéder, contre les débiteurs en retard, aux exploits, significations, poursuites et commandements, à la requête du président du comité et d'acquitter les dépenses mandatées par celui-ci.

Art. 12. — Aucune dépense ne peut être engagée que par le président du comité et dans la limite des crédits régulièrement inscrits au budget. Le président du comité est seul chargé de la liquidation et de l'ordonnancement des dépenses, ainsi que de l'établissement et de la transmission des titres de recette à l'agent comptable.

Art. 13. — Le comité délibère le 31 août de chaque année sur le compte administratif de son président.

Art. 14. — Des recours peuvent être formés contre les décisions du comité par l'intéressé ou par tout groupement intéressé. Ces recours sont adressés au Ministre des pensions, qui les transmet aussitôt au comité d'administration de l'office national et en donne connaissance au président du comité, en l'avisant qu'il a un mois, à dater de la notification, pour en prendre connaissance et y répondre.

A l'expiration du délai ci-dessus indiqué, le président du comité transmet les dossiers des recours au Ministre des pensions avec son rapport, pour examen par l'office national.

Le comité d'administration de l'office national statue sur mémoire par des décisions qui doivent être motivées et ne peuvent

être attaquées devant le conseil d'Etat que pour excès de pouvoir en violation de la loi.

Art. 15. — Le compte de l'agent comptable doit être déposé au greffe de la cour des comptes dans le courant de novembre qui suit la clôture de l'exercice.

Art. 16. — A la fin de chaque exercice, tout comité, ainsi que toute institution subventionnée, adresse au Ministre des colonies, qui le transmet au Ministre des pensions, des primes et des allocations de guerre, un rapport sur les résultats de son fonctionnement.

Art. 17. — Le Ministre des pensions, des primes et des allocations de guerre, le Ministre des colonies et le Ministre des finances sont chargés de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Journal officiel* de la République française et au *Bulletin officiel* du Ministère des colonies.

Fait à Rambouillet, le 18 septembre 1920.

P. DESCHANEL.

Par le Président de la République :

*Le Ministre des pensions, des primes et des allocations de guerre,*

MAGINOT.

*Le Ministre des pensions, des primes et des allocations de guerre, chargé de l'intérim du Ministère des colonies,*

MAGINOT.

*Le Ministre des finances,*

F. FRANÇOIS-MARSAL.

ARRÊTÉ promulguant dans la Colonie la loi du 7 août 1913, modifiant les lois des cadres de l'infanterie, de la cavalerie, de l'artillerie et du génie, en ce qui concerne l'effectif des unités, et fixant les conditions du recrutement de l'armée active et la durée du service dans l'armée active et ses réserves.

(Du 7 janvier 1921.)

LE GOUVERNEUR P. I. DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie, OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885, concernant le Gouvernement de la Colonie ;

Vu la loi du 21 mars 1905, sur le recrutement de l'armée ;

Vu la loi du 7 août 1913, modifiant les lois des cadres de l'infanterie, de la cavalerie, de l'artillerie et du génie, en ce qui concerne l'effectif des unités, et fixant les conditions de recrutement de l'armée active et la durée du service dans l'armée active et ses réserves,

ARRÊTE :

Article 1<sup>er</sup>. — Est promulguée dans les Etablissements français de l'Océanie, pour y être exécutée, selon ses forme et teneur, la loi susvisée du 7 août 1913, modifiant les lois des cadres de l'infanterie, de la cavalerie, de l'artillerie et du génie, en ce qui concerne l'effectif des unités, et fixant les conditions du recrutement de l'armée active et la durée du service dans l'armée active et ses réserves.

Art. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 7 janvier 1921.

JOCELYN ROBERT.



*LOI modifiant les lois des cadres de l'infanterie, de la cavalerie, de l'artillerie et du génie, en ce qui concerne l'effectif des unités, et fixant les conditions du recrutement de l'armée active et la durée du service dans l'armée active et ses réserves.*

(Du 7 août 1913.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,  
LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE la loi dont la teneur suit :

Article 1<sup>er</sup>. — Les lois relatives à la constitution des cadres et des effectifs de l'infanterie, la cavalerie, l'artillerie et le génie sont modifiées, en ce qui concerne l'effectif en hommes de l'armée active des différentes unités, conformément au tableau annexé à la présente loi.

Art. 2. — Les effectifs fixés par les lois des cadres et des effectifs représentent les nombres au-dessous desquels le total des hommes du service armé présents dans les différentes unités ne peut être abaissé. Ces effectifs ne peuvent être modifiés que par des lois spéciales indépendantes des lois de finances.

Art. 3. — L'article 1<sup>er</sup> de la loi du 21 mars 1905 est complété ainsi qu'il suit :

« L'armée active se recrute :

« 1<sup>o</sup> Par appels annuels du contingent ;

« 2<sup>o</sup> Par engagements volontaires et rengagements ».

Art. 4. — Le deuxième paragraphe de l'article 2 de la loi du 21 mars 1905 est modifié ainsi qu'il suit :

« Il a une durée de vingt-huit années et s'accomplit selon le mode déterminé par la présente loi ».

Art. 5. — L'article 7 de la loi du 21 mars 1905 est complété comme suit :

« Le temps passé sous les drapeaux par les fonctionnaires, agents et sous-agents de toutes les administrations de l'Etat, par les ouvriers et employés des établissements de l'Etat, soit avant, soit après leur admission dans les cadres, est compté pour le calcul de l'ancienneté de service exigée pour la retraite et pour le calcul de l'ancienneté exigée pour l'avancement, pour une durée équivalente de services civils.

« Ce temps est compté en une seule fois, aussitôt accompli, si le service militaire est fait après l'admission dans les cadres ou, dès l'entrée dans les cadres, s'il a été fait auparavant ».

Art. 6. — L'article 10 de la loi du 21 mars 1905 est modifié ainsi qu'il suit :

« Chaque année, pour la formation de la classe, les maires établissent les tableaux de recensement des jeunes gens ayant atteint l'âge de dix-neuf ans révolus dans l'année précédente et domiciliés dans l'une des communes du canton.

« Les classes sont incorporées l'année de leur recensement ».

Art. 7. — La classe de 1913 sera incorporée dans la seconde quinzaine de novembre, au plus tard ; pour les appelés de cette classe, la durée du service comptera du 1<sup>er</sup> octobre 1913.

Les tableaux de recensement de la classe 1913 seront dressés sans délai dans les conditions indiquées par l'article 10 de la loi du 21 mars 1905, modifié par l'article 6 de la présente loi. Ils seront publiés aussitôt et de telle manière que l'unique publication qui en sera faite ait lieu au plus tard le troisième dimanche qui suivra la promulgation de la présente loi.

Le délai d'un mois prévu à l'article 10 précité est, par exception, réduit à dix jours.

Les demandes de sursis d'incorporation prévues à l'article 21 de la loi du 21 mars 1905, devront être adressées au maire dix jours au moins avant la date fixée pour les opérations des con-

seils de revision. Elles seront instruites et soumises d'urgence au préfet, dans les formes en vigueur.

Art. 8. — L'article 12 de la loi du 21 mars 1905 est modifié ainsi qu'il suit :

« Les individus devenus Français par voie de naturalisation sont portés sur les tableaux de recensement de la première classe formée après leur changement de nationalité ;

« Les individus inscrits sur les tableaux de recensement, en application du paragraphe précédent, sont incorporés en même temps que la classe avec laquelle ils ont pris part aux opérations de la revision. Ils sont tenus d'accomplir le même temps de service actif, sans que, toutefois, cette obligation ait pour effet de les maintenir sous les drapeaux, en dehors des cas prévus par les articles 34 et 39, au delà de leur trente-cinquième année révolue. Ils suivent ensuite le sort de la classe avec laquelle ils ont été incorporés. Toutefois ils sont libérés à titre définitif à l'âge de cinquante ans au plus tard.

« Lorsque l'inscription d'un jeune homme sur les tableaux de recensement a été différée par application de conventions internationales, la durée obligatoire du service actif ne subit aucune réduction, sous la réserve, ci-dessus exprimée, que ce service ne se prolongera pas au delà de la trente-cinquième année révolue ».

La situation des individus devenus Français par voie de réintégration ou déclaration continue à être réglée par les dispositions de l'article 12 de la loi du 21 mars 1905.

Art. 9. — L'article 18 de la loi du 21 mars 1905 est complété par les dispositions suivantes :

« Toutefois les jeunes gens classés dans les troisième et quatrième catégories n'y seront définitivement maintenus qu'après avoir été convoqués, examinés et entendus par la commission de réforme, dont la date et le siège leur seront individuellement notifiés.

« S'ils ne se rendent pas à la convocation, s'ils ne s'y font pas représenter ou s'ils n'ont pas obtenu un délai, il est procédé comme s'ils étaient présents et ils sont considérés comme aptes au service armé.

« Les hommes de la quatrième catégorie sont, toutefois, astreints à se présenter et à subir l'examen d'un conseil de revision :

« 1<sup>o</sup> A la date de leur passage dans la réserve active (vingt-quatre ans) ;

« 2<sup>o</sup> Cinq ans après cette première visite (vingt-neuf ans) ;

« 3<sup>o</sup> Au moment de leur passage dans l'armée territoriale (trente-cinq ans).

« Ceux reconnus, à l'un quelconque de ces examens, aptes au service militaire, sont immédiatement soumis aux obligations de la classe à laquelle ils appartiennent par leur âge.

« L'emploi de chacun est fixé, dans la mesure du possible, suivant ses aptitudes physiques, morphologiques et professionnelles.

« Le recrutement sera organisé de telle sorte que les réservistes soient le plus près possible du centre des unités actives où ils auront fait leur service et qu'ils devront rejoindre au moment de la mobilisation ».

Art. 10. — L'article 19 de la loi du 21 mars 1905 est modifié ainsi qu'il suit :

« Le fonctionnement du conseil de revision est modifié de la façon suivante :

« A côté du conseil de revision, fonctionnant après lui, est créée une commission médicale militaire chargée d'examiner les cas douteux reconnus par l'expert médical du conseil de revision.

« Cette commission, réunie au chef-lieu de chaque subdivi-

sion de région, sera composée de trois médecins militaires.

« Elle adressera au préfet un rapport sur chacun des hommes examinés.

« Le conseil de revision, dans sa séance finale, statuera sur tous les cas présentés, en dehors de la présence des intéressés. Ultérieurement, le préfet communiquera, à chacun des hommes examinés, la décision prise sur son compte.

« Les jeunes gens reconnus, par le conseil de revision, d'une constitution physique trop faible peuvent être ajournés jusqu'à l'époque où ils passent dans la réserve de l'armée active.

« A moins d'une autorisation spéciale, ces ajournés sont astreints à repasser la visite devant le conseil de revision du canton qui les a examinés une première fois.

« Les jeunes gens ajournés une première fois, reconnus bons l'année suivante, feront trois ans; après deux ajournements, les hommes pris par la revision feront deux ans.

« Ceux qui, ayant été ajournés trois fois, sont pris au quatrième examen, sont astreints à un an de service.

« Ceux enfin qui, après avoir été ajournés quatre fois, sont déclarés bons au dernier examen qu'ils doivent subir, sont versés dans la réserve et astreints aux périodes de la classe à laquelle ils appartiennent.

« Les jeunes gens dont l'état physique est suffisant pour qu'il soient versés dans l'armée active, mais qui présentent une tare accidentelle ou congénitale les empêchant de faire du service armé, sont versés dans le service auxiliaire et font trois ans de service.

« Sous aucun prétexte, les hommes reconnus faibles de constitution ne peuvent être versés dans le service auxiliaire.

« Les ajournés sont, après leur libération, astreints aux obligations de leur classe d'origine.

« Les règles applicables aux ajournés le sont également aux jeunes gens réformés temporairement, qu'ils soient appelés ou engagés, qu'ils appartiennent au service armé ou au service auxiliaire, si, le temps de la réforme temporaire écoulé, ils sont reconnus aptes à reprendre du service. Le temps passé dans la position de réforme temporaire compte pour le service actif ».

Art. 11. — Les troisième et cinquième paragraphes de l'article 21 de la loi du 21 mars 1905 sont remplacés par les dispositions suivantes :

« § 3. Les demandes de sursis adressées au maire dans les deux mois qui précèdent les opérations du conseil de revision sont instruites par lui; le conseil municipal donne son avis motivé. Elles sont envoyées au préfet et transmises par lui, avec ses observations, au conseil de revision, qui statue.

« § 5. Les jeunes gens qui ont obtenu, sur leur demande, un ou plusieurs sursis suivent le sort de leur classe d'origine ».

Art. 12. — L'article 22 de la loi du 21 mars 1905 est ainsi modifié :

« Les familles des militaires de l'armée de terre et de l'armée de mer remplissant effectivement, avant leur départ pour le service, les devoirs de soutiens indispensables de famille, auront droit, sur leur demande, en temps de paix, à une allocation journalière fournie par l'Etat pendant la présence de ces jeunes gens sous les drapeaux.

« Cette allocation est fixée par jour à un franc vingt-cinq centimes (1<sup>fr</sup> 25). Elle sera majorée de cinquante centimes (0<sup>fr</sup> 50) pour chacun des enfants âgés de moins de seize ans, à la charge du soutien de famille.

« La même allocation sera due aux familles des militaires qui, pendant leur présence sous les drapeaux, justifieront de leur qualité de soutiens indispensables de famille.

« Les demandes sont adressées par les familles au maire de la commune de leur domicile. Il en sera donné récépissé. Elles doivent comprendre à l'appui :

« 1<sup>o</sup> Le relevé des contributions payées par la famille et certifié par le percepteur;

« 2<sup>o</sup> Un état certifié par le maire de la commune et indiquant le nombre et la position des membres de la famille vivant sous le même toit ou séparément, les revenus et ressources de chacun d'eux.

« Le conseil municipal émet sur chaque demande un avis motivé.

« Le dossier ainsi constitué est transmis au préfet qui, dans le mois, provoque une enquête de la gendarmerie sur la situation matérielle de la famille et émet un avis motivé.

« Le dossier ainsi complété reste déposé à la mairie pendant quinze jours. Acte de ce dépôt est notifié au demandeur. Celui-ci peut en prendre connaissance et présenter par écrit ses observations.

« A l'expiration de ce délai de quinzaine, le maire transmet le dossier à un conseil composé du juge de paix, *président*, du contrôleur des contributions directes et du receveur de l'enregistrement.

« Ce conseil statue sur la demande d'allocation; sa décision doit être motivée; elle est rendue en séance publique et notifiée dans la huitaine, par le greffier, tant au demandeur qu'au préfet du département.

« Dans le mois de cette notification, appel peut être interjeté, tant par le demandeur que par le préfet du département.

« Cet appel est motivé.

« Il est porté devant le tribunal civil de l'arrondissement qui statue en chambre du conseil, sur pièces et sans frais, l'intimé ayant été appelé à fournir une réponse écrite aux motifs invoqués dans l'acte d'appel qui lui aura été notifié.

« Lorsqu'il s'agira de familles résidant à l'étranger et remplissant les conditions du présent article, les demandes d'allocation seront adressées au consul de la ville de leur résidence qui les instruira et statuera par des décisions motivées, communiquées aux intéressés et au ministre des affaires étrangères.

« Un règlement d'administration publique déterminera les conditions d'application et de procédure du présent article ».

Art. 13. — L'article 23 de la loi du 21 mars 1905 est remplacé par les dispositions suivantes :

« Les jeunes gens admis à l'Ecole spéciale militaire, à l'Ecole du service de santé militaire et à l'Ecole du service de santé de la marine entreront directement dans ces écoles pour y faire leurs deux années de service. Ils seront versés chaque année, pendant deux mois, dans un corps de troupes à la date du 1<sup>er</sup> août pour y servir, la première année, comme soldats, la deuxième année, comme sous-officier, et participer aux grandes manœuvres. Ces jeunes gens, en entrant à l'école, devront contracter un engagement de huit années.

« Les jeunes gens admis à l'Ecole polytechnique entreront directement dans cette école pour y faire leurs deux années de service. Ils seront versés chaque année pendant deux mois dans un corps de troupes à la date du 1<sup>er</sup> août, pour y servir, la première année, comme soldats, la deuxième comme sous-officiers, et participer aux grandes manœuvres.

« Ceux d'entre eux qui ne seront pas classés dans les armées de terre ou de mer, feront deux ans de service à leur sortie de l'école comme sous-lieutenants de réserve.

« Les jeunes gens admis à l'Ecole polytechnique devront con-

tracter, lors de leur entrée à l'école, un engagement de huit années au service de l'Etat.

« Les élèves de l'Ecole spéciale militaire, de l'Ecole polytechnique, de l'Ecole du service de santé militaire et de l'Ecole du service de santé de la marine, qui n'ont pas satisfait aux examens de sortie et ceux qui ont quitté l'école pour une cause quelconque sont incorporés dans un corps de troupes, comme soldats ou comme sous-officiers, pour y accomplir le complément des trois années de service exigées par la présente loi. Ce complément ne pourra être inférieur à deux ans.

« Dans ce cas, l'engagement qu'ils avaient contracté est annulé. Il l'est également pour les élèves de l'Ecole polytechnique qui, ayant satisfait aux examens de sortie, n'ont été classés dans aucun des services qu'ils avaient demandés.

« Nul ne sera admis à passer le concours d'admission à l'Ecole spéciale militaire et à l'Ecole polytechnique, s'il ne justifie avoir fait en France les trois dernières années d'études qui ont précédé le concours.

« Les jeunes gens admis après concours à l'Ecole normale supérieure et à l'Ecole forestière, à l'intérieur desquelles l'instruction militaire est organisée, devront contracter, lors de leur entrée à l'école, un engagement de huit années au service de l'Etat et seront assimilés aux élèves de l'Ecole polytechnique. Ils seront donc versés, chacune des deux premières années, pendant deux mois, dans un corps de troupes, à la date du 1<sup>er</sup> août, pour y servir, la première année comme soldats, la deuxième comme sous-officiers, et participer aux grandes manœuvres. Ils feront deux ans de service à leur sortie de l'école comme sous-lieutenants de réserve ».

Art. 14. — L'article 24 de la loi du 21 mars 1905 est remplacé par les dispositions suivantes :

« Chaque année, au bout de six mois de service, entre les soldats incorporés, appelés ou engagés, un concours est ouvert pour l'admission aux écoles militaires d'infanterie, de cavalerie, d'artillerie, du génie et d'administration. Après un an de service à la caserne, les candidats admis entrent aux écoles. La durée des études y est d'un an. A leur sortie les élèves sont nommés aspirants. Ils accompliront le dernier semestre de leur troisième année de service comme sous-lieutenants de réserve.

« A leur libération, ils sont nommés officiers dans la réserve et doivent conserver leurs fonctions pendant un temps fixé par le ministre de la guerre au moment du concours.

« A l'expiration de ce temps, ils peuvent renoncer à leur grade. Ceux qui le conserveront seront astreints à des périodes d'exercices fixées par le ministre de la guerre.

« Celui-ci pourra également autoriser, chaque année, un certain nombre de sous-lieutenants à rester dans l'armée ; ils ne pourront être nommés lieutenants qu'après un séjour dans une école d'application.

« En aucun cas, le nombre des officiers de réserve provenant des sous-officiers de réserve des corps de troupes ne pourra être inférieur au tiers des vacances annuelles ».

Art. 15. — L'article 25 de la loi du 21 mars 1905 est remplacé par les dispositions suivantes :

« Les docteurs ou les étudiants en médecine ou en pharmacie munis de douze inscriptions, qui ont subi avec succès, à la fin de leur première année de service, l'examen de médecin ou de pharmacien auxiliaires, peuvent être nommés à cet emploi et accomplissent leurs deuxième et troisième années de service comme médecins ou pharmaciens auxiliaires.

« Les jeunes gens pourvus du diplôme de vétérinaire civil ou admis en quatrième année qui ont subi avec succès, à la fin de

leur première année de service, l'examen de vétérinaire auxiliaire, sont nommés à cet emploi et accomplissent leurs deuxième et troisième années de service comme vétérinaires auxiliaires.

« Les étudiants en médecine, en pharmacie et les élèves vétérinaires pourront être autorisés, après une première année de service, à demander des sursis pour achever leurs études.

« Ils seront ensuite appelés pour terminer leurs deux années de service, qu'ils accompliront comme médecins, pharmaciens ou vétérinaires auxiliaires.

« S'ils ont leur diplôme de docteur en médecine, de pharmacien ou de vétérinaire ils pourront accomplir le dernier semestre de leur troisième année de service comme médecin ou pharmacien aide-major de réserve ou aide-vétérinaire.

« Les sursis ne pourront être accordés à ces étudiants que jusqu'à l'âge de vingt-sept ans révolus ».

Art. 16. — L'article 26 de la loi du 21 mars 1905 est remplacé par la disposition suivante :

« Les élèves des écoles normales et les instituteurs seront, pendant leur présence sous les drapeaux, astreints à un séjour minimum de trois mois à l'Ecole normale de gymnastique ».

Art. 17. — Les limites d'âge prévues par les lois, décrets et arrêtés pour l'admission aux concours ou emplois de l'Etat, des départements et des communes sont reculées d'un an pour les jeunes gens ayant accompli trois années de service militaire. Elles sont abaissées d'un an par année de service militaire non accomplie. Toute année pendant laquelle il a été fait quatre mois de service, compte pour une année de service.

Art. 18. — L'article 32 de la loi du 21 mars 1905 est remplacé par les dispositions suivantes :

« Tous les hommes reconnus aptes au service militaire sont tenus d'accomplir effectivement la même durée de service.

« Tout Français reconnu propre au service militaire fait partie successivement :

« De l'armée active pendant trois ans ;

« De la réserve de l'armée active pendant onze ans ;

« De l'armée territoriale pendant sept ans ;

« De la réserve de l'armée territoriale pendant sept ans.

« Le service militaire est réglé par classe. L'armée active comprend, indépendamment des hommes qui ne proviennent pas des appelés, tous les jeunes gens déclarés propres au service militaire armé et auxiliaire et faisant partie des trois derniers contingents incorporés ».

Art. 19. — Le sixième paragraphe de l'article 33 de la loi du 21 mars 1905 est modifié ainsi qu'il suit :

« Dans le cas où les circonstances paraîtront l'exiger, le ministre de la guerre et le ministre de la marine sont autorisés à conserver temporairement sous les drapeaux la classe qui a terminé sa troisième année de service. Notification de cette décision sera faite aux Chambres dans le plus bref délai possible ».

Art. 20. — L'article 35 de la loi du 21 mars 1905 est complété comme suit :

« Les jeunes gens appelés sous les drapeaux pour y accomplir la durée légale du service sont classés dans les différents corps de troupes suivant les règles fixées par le ministre de la guerre pour l'incorporation annuelle du contingent. Aucun d'eux ne peut être l'objet d'une affectation spéciale qui ne serait pas conforme à ces règles ».

Art. 21. — L'article 38 de la loi du 21 mars 1905 est remplacé par les dispositions suivantes :

« Les militaires engagés ou appelés sous les drapeaux au titre des contingents annuels, accomplissant la durée légale du service, pourront, en dehors des dimanches et jours fériés, obtenir

des congés ou permissions jusqu'à concurrence d'un total de cent vingt jours, au cours de leurs trois années de service. En dehors des périodes de fêtes légales, le nombre des hommes simultanément absents ne dépassera pas, dans chaque unité, dix pour cent (10 p. 100) de l'effectif fixé par la loi des cadres des différentes armes ou services.

« Toutefois, à deux périodes dans l'année fixées par l'autorité militaire, mais qui ne pourront pas au total excéder deux mois, le pourcentage pourra être de vingt pour cent (20 p. 100).

« Les hommes exerçant la profession d'agriculteur pourront, de préférence aux autres, obtenir leurs permissions au moment des travaux des champs, en une ou deux périodes.

« La qualité d'agriculteur sera reconnue, pour les appelés, au moment de leur passage devant le conseil de revision, pour les engagés volontaires par le bureau de recrutement, après enquête de la gendarmerie.

« Les périodes de travaux agricoles seront déterminées annuellement par les conseils généraux dans leur session d'avril ou, à leur défaut, par les commissions départementales. Ces décisions seront notifiées par les soins des préfets à l'autorité militaire, qui en tiendra compte pour accorder les permissions agricoles.

« Les autorités militaires tiendront compte également de ces décisions pour fixer l'époque de convocation des réservistes agriculteurs dans les conditions compatibles avec les intérêts du service.

« Ces congés ou permissions ne pourront être supprimés qu'en cas de punition grave.

« Les militaires incorporés en Corse, en Algérie ou aux colonies, titulaires de permissions, bénéficieront de la réduction du quart de place pour leur transport sur les bateaux des compagnies de navigation.

« Les militaires servant aux colonies ou dans les pays de protectorat, auxquels les nécessités de service ou le défaut de ressources n'auront pas permis de profiter de tout ou partie des cent vingt jours de permission, pourront en bénéficier en une seule fois immédiatement avant leur libération ».

Art. 22. — L'article 39 de la loi du 21 mars 1905 est complété par le paragraphe suivant :

« Néanmoins, ceux des militaires dont la conduite aura été satisfaisante depuis leurs punitions pourront bénéficier d'une réduction partielle ou même totale, après comparution devant un conseil de discipline régimentaire dont la composition sera réglée par décret ».

Art. 23. — Le treizième paragraphe de l'article 41 de la loi du 21 mars 1905, relatif à la revue d'appel des hommes de la réserve de l'armée territoriale, est complété par la disposition suivante :

« La décision ministérielle qui prescrit cette revue doit être motivée et spéciale aux unités ou fractions d'unités qu'il est utile de convoquer ».

Art. 24. — L'article 41 de la loi du 21 mars 1905 est complété par la disposition suivante :

« Indépendamment de la période d'instruction à laquelle ils sont astreints tous les deux ans, les officiers de complément peuvent accomplir, chacune des autres années, une période de quinze jours avec solde ».

Art. 25. — Les trois derniers paragraphes de l'article 50 de la loi du 21 mars 1905, modifiés par la loi du 11 mars 1913, sont remplacés et complétés par les dispositions suivantes :

« Tous les ans, les jeunes gens d'au moins dix-huit ans, remplissant les conditions d'aptitudes physiques et pourvus du certificat d'aptitude militaire institué par la loi du 8 avril 1905, seront admis à contracter, au moment de l'incorporation de la classe,

dans le corps de leur choix, jusqu'à concurrence du nombre fixé par le ministre, pour chaque corps, un engagement spécial de trois ans, dit de devancement d'appel.

« Les jeunes gens d'au moins dix-neuf ans, non pourvus du certificat d'aptitude militaire et réunissant les conditions fixées par la loi de recrutement, pourront être admis à contracter, dans les troupes métropolitaines, des engagements de trois ans.

« Le ministre de la guerre déterminera les corps dans lesquels seront admis les engagés de chaque subdivision de région, les époques auxquelles ces engagements seront souscrits, ainsi que leur nombre pour chaque corps.

« Les deux dispositions énoncées ci-dessus prendront fin trois ans après la promulgation de la présente loi, si l'éducation militaire de la jeunesse n'a pas été organisée par une loi dans l'ensemble du pays.

« Les jeunes gens âgés d'au moins dix-huit ans qui sont désireux d'aller se fixer, à l'expiration de leur service militaire, soit en Algérie, soit dans une colonie française, soit dans les pays de protectorat, soit à l'étranger hors d'Europe et des pays limitrophes de la Méditerranée, sont admis, s'ils remplissent les conditions prévues à l'article 50 de la loi du 21 mars 1905, à contracter, au moment de l'incorporation de la classe, un engagement spécial de trois ans six mois, dit de devancement d'appel, pour résidence dans une colonie française ou à l'étranger hors d'Europe. Ils auront la faculté d'être mis en congé à l'expiration de leur troisième année de service, s'ils ont obtenu un certificat de bonne conduite. Dans les six mois qui suivent leur libération, ces jeunes gens devront se rendre en Algérie, dans une colonie française, dans un pays de protectorat ou à l'étranger hors d'Europe et des pays limitrophes de la Méditerranée et faire certifier chaque année, pendant cinq années consécutives, leur présence dans les pays d'outre-mer par le gouverneur de la colonie ou l'agent diplomatique français, suivant le cas.

« Les jeunes gens visés à l'alinéa précédent qui, dans les six mois qui suivront leur libération, n'auront pas justifié de leur établissement effectif outre-mer, ceux qui, au cours de leur délai quinquennal, séjourneront plus de trois mois en France dans le courant de la même année, et ceux qui rentreront en France définitivement avant l'expiration du délai quinquennal seront tenus d'accomplir six mois de service supplémentaires.

« Les mêmes facilités d'engagement par devancement d'appel sont accordées aux jeunes gens nés ou déjà fixés à l'étranger. Les certificats prévus n'ont, en ce cas, qu'à être envoyés pendant un nombre d'années suffisant à parfaire une période quinquennale de résidence fixe à l'étranger, en tenant compte du nombre des années qu'ils y auraient passées antérieurement à leur engagement.

« L'affectation aux divers corps de troupes des jeunes gens admis à contracter un engagement dit de devancement d'appel, sera faite par les bureaux de recrutement ».

Art. 26. — L'article 51 de la loi du 21 mars 1905 est modifié ainsi qu'il suit :

« Les jeunes gens réunissant les conditions prévues à l'article 50 ci-dessus peuvent contracter, pour les troupes métropolitaines, des engagements de quatre et cinq ans et, pour les troupes coloniales, ainsi que pour certains corps métropolitains d'Afrique désignés par le ministre de la guerre, des engagements de trois, quatre et cinq ans, sous réserve toutefois, pour les troupes coloniales, de la restriction imposée par le paragraphe 1<sup>er</sup> de l'article 50.

« Le service militaire compte, pour les engagés, du jour de la signature de l'acte d'engagement. Ils passent dans la réserve à l'ex-

piration de leur service actif et suivent ensuite le sort de la classe incorporée dans l'année de leur engagement.

« Les jeunes gens qui contractent un engagement volontaire de quatre ou cinq ans ont droit de choisir leur arme et leur corps, sous réserve des conditions d'aptitude physique exigées pour cette arme. Ces engagements de quatre ou cinq ans sont admis à des dates fixées par le ministre de la guerre ».

Art. 27. — Le dernier paragraphe de l'article 52 de la loi du 21 mars 1905 est modifié ainsi qu'il suit :

« Le temps ainsi passé sous les drapeaux sera, pour ces engagés, déduit des trois années de service actif ».

Art. 28. — Les premier, deuxième et quatrième paragraphes de l'article 54 et le premier paragraphe de l'article 55 de la loi du 21 mars 1905 sont modifiés par les dispositions suivantes :

« Les rengagements sont renouvelables jusqu'à une durée totale de quinze années de service pour les sous-officiers ou anciens sous-officiers de l'armée métropolitaine, pour les caporaux, brigadiers ou soldats de cette armée, occupant certains emplois désignés par le ministre de la guerre, pour les militaires de tous les grades de l'armée coloniale, du régiment de sapeurs-pompiers de Paris, et de certains corps de l'armée métropolitaine d'Afrique désignés par le ministre ;

« De dix années pour les brigadiers et soldats dans les régiments de cavalerie et les batteries des divisions de cavalerie ;

« Et de cinq années pour les brigadiers, caporaux et soldats des autres troupes métropolitaines.

« Dans les limites indiquées ci-dessus, les militaires de toutes armes et de tous grades peuvent contracter des rengagements de six mois, un an, dix-huit mois, deux, trois, quatre et cinq ans.

« Peuvent être maintenus sous les drapeaux, comme rengagés après quinze ans de services :

« 1° Les militaires de toutes armes et de tous grades, pourvus dans les différents corps et services de certains emplois déterminés par le ministre de la guerre ;

« 2° Les militaires de la gendarmerie, de la justice militaire, du régiment de sapeurs-pompiers de Paris, de la remonte, et le personnel employé dans les écoles militaires.

« La durée maxima des rengagements successifs que peuvent contracter les militaires ayant plus de quinze ans de services est fixée à deux années ; l'âge maximum auquel ils sont rayés des cadres est de cinquante ans, à l'exception des militaires occupant certains emplois sédentaires fixés par le ministre de la guerre, et qui peuvent être maintenus jusqu'à soixante ans. Les militaires de la gendarmerie pourront être maintenus jusqu'à l'âge de cinquante-cinq ans.

Art. 29. — L'article 58 de la loi du 21 mars 1905 est supprimé.

Art. 30. — Le deuxième paragraphe de l'article 60 de la loi du 21 mars 1905 est remplacé par la disposition suivante :

« Tout militaire lié au service pour une durée supérieure à la durée légale a droit, à partir du commencement de la quatrième année de présence sous les drapeaux, à une haute paye journalière dont le tarif est fixé par le ministre de la guerre, pour chaque grade et pour chacune des catégories ci-après :

« 1° Troupes et services de l'armée coloniale ;

« 2° Cavalerie et artillerie des divisions de cavalerie ;

« 3° Autres troupes et services de l'armée métropolitaine ».

Art. 31. — Les six premiers paragraphes de l'article 61 de la loi du 21 mars 1905, modifiée par la loi du 10 juillet 1907, sont remplacés par les dispositions suivantes :

« Tout militaire des troupes métropolitaines qui contracte un

engagement ou rengagement de manière à porter son service à quatre ou cinq années a droit à une prime.

« Les militaires des troupes coloniales et de certains corps métropolitains d'Afrique désignés par le ministre de la guerre, y compris ceux ayant contracté un engagement dans les conditions prévues au deuxième alinéa de l'article 51 de la loi du 21 mars 1905, ont droit à une prime à partir du commencement de leur quatrième année de service jusqu'à la dixième inclusivement.

« Le taux de la prime varie suivant le temps que l'engagé ou le rengagé s'engage à passer sous les drapeaux et suivant le corps où il s'engage à servir.

« Conformément aux règles qui sont fixées par décret, la prime peut n'être acquise à l'engagé ou au rengagé qu'au moment de sa libération, ou bien lui être payée en partie le jour de la signature de son engagement ou de son rengagement.

« Le reliquat lui en est alors payé soit par annuités égales, soit en un seul versement au moment où il quitte le service. La partie de la prime constituant le dernier versement est augmentée de l'intérêt simple à deux francs cinquante centimes pour cent (2<sup>e</sup> 50 p. 100).

« Le Ministre de la guerre fait connaître annuellement, à la date du 1<sup>er</sup> janvier, les tarifs des primes des sous-officiers, caporaux, brigadiers et soldats dans les différents corps ».

Art. 32. — L'article 64 de la loi du 21 mars 1905 est modifié comme suit :

« Les militaires ayant accompli au moins quatre années de service ou une période de séjour aux colonies sont dispensés de la première des périodes d'exercices de la réserve.

« Ceux ayant accompli au moins cinq ans de service sont dispensés des deux périodes d'exercice de la réserve ».

Art. 33. — L'article 65, neuvième paragraphe, de la loi du 21 mars 1905 est modifié comme suit :

« Les sous-officiers de toutes armes qui, après avoir servi cinq ans au moins au delà de la durée légale, seraient réformés avant d'avoir acquis des droits à la pension proportionnelle, touchent, pendant un temps égal à la moitié de la durée de leurs services effectifs, une solde de réforme égale au montant de la pension proportionnelle de leur grade ».

Ce même article est complété par les paragraphes suivants :

« La pension civile ou le secours concédés à la veuve ou aux orphelins d'un fonctionnaire ou employé civil d'une administration publique ou de toute autre administration où des emplois sont réservés aux anciens militaires, décédé titulaire d'une pension proportionnelle au titre militaire, seront décomptés sur la totalité des services tant militaires que civils du mari ou du père. Chaque année de service militaire sera décomptée à raison de un vingt-cinquième (1/25<sup>e</sup>) de la pension ou du secours auquel cette veuve ou ces orphelins auraient eu droit, si le mari ou le père avait accompli vingt-cinq années de services militaires.

« Il sera procédé, dans des conditions analogues, par une loi spéciale, à l'attribution de pensions ou de secours à la veuve ou aux orphelins des anciens militaires titulaires d'une pension proportionnelle, mais n'étant pas pourvus d'un emploi de l'Etat ».

Art. 34. — Le deuxième paragraphe de l'article 69 de la loi du 21 mars 1905, modifié par la loi du 10 juillet 1907, est remplacé par les dispositions suivantes :

« Les emplois désignés au tableau F, également annexé à la présente loi, sont réservés, dans les mêmes conditions, aux sous-officiers, brigadiers et caporaux de toutes armes qui ont accompli au moins quatre ans de service, et aux simples soldats ayant accompli au moins cinq ans de service dans la cavalerie ou l'artillerie. Un certain nombre des emplois de ce dernier tableau



sont réservés aux militaires de tous grades de l'armée coloniale ayant quinze années de services, dont dix au moins dans l'armée coloniale, et aux militaires de tous grades de certaines unités métropolitaines d'Afrique désignées par le ministre, ayant accompli quinze années de services dont dix au moins dans des corps; ces militaires ont également droit aux autres emplois du même tableau ».

Les quatrième et cinquième paragraphes de l'article 69 de la loi du 21 mars 1905 sont supprimés.

Art. 35. — Les emplois de facteurs adultes des télégraphes, à Paris et dans les départements, sont réservés en totalité aux jeunes facteurs arrivés à leur majorité, pour permettre leur titulation.

Vingt-cinq pour cent (25 p. 100) des emplois de facteurs à Paris et de facteurs de ville dans les départements sont laissés à la disposition de l'administration pour assurer l'avancement du personnel local, rural et suburbain et la réintégration des jeunes facteurs des télégraphes.

Vingt-cinq pour cent (25 p. 100) des emplois de facteurs locaux et ruraux sont réservés aux facteurs auxiliaires remplissant les conditions qui seront déterminées par l'administration et aux candidats civils appartenant de préférence à des familles nombreuses et réunissant les conditions réglementaires.

Le tableau G annexé à la loi du 21 mars 1905 est en outre modifié comme suit :

#### *Administration centrale.*

Personnel subalterne permanent (autre que les gardiens de bureau), soixante-quinze pour cent (75 p. 100).

Art. 36. — L'article 71 de la loi du 21 mars 1905 est supprimé.

Art. 37. — L'article 77 de la loi du 21 mars 1905 est complété par le paragraphe suivant :

« Les militaires libérés après quinze ans de services dans les corps métropolitains d'Afrique désignés par le ministre de la guerre auront droit aux mêmes avantages que les militaires des troupes coloniales en ce qui concerne les emplois réservés visés au deuxième paragraphe de l'article 69 de la loi du 21 mars 1905 et les concessions, visées par le présent article ».

Art. 38. — Le quatrième paragraphe de l'article 90 de la loi du 21 mars 1905 est remplacé par la disposition suivante :

« En cas de mobilisation générale, les hommes valides qui ont terminé leurs vingt-huit ans de services sont incorporés avec la réserve de l'armée territoriale, sans cependant pouvoir être appelés à servir hors du territoire de la colonie où ils résident.

Art. 39. — L'article 94 de la loi du 21 mars 1905 est complété par la disposition suivante :

« Une loi, qui devra être promulguée dans un délai maximum d'un an après la promulgation de la présente loi, déterminera le nombre supplémentaire de médailles militaires à mettre à la disposition du ministre de la guerre et la répartition des médailles militaires entre les divers corps et armes ».

Art. 40. — Sont supprimés du tableau E les emplois de chef de brigade de gendarmerie et du tableau G les emplois de gendarme à pied et à cheval.

#### DISPOSITIONS TRANSITOIRES ET PARTICULIÈRES.

Art. 41. — La présente loi n'est pas applicable aux appelés appartenant aux classes 1910, 1911 et 1912, qui demeurent régies par la loi du 21 mars 1905.

Toutefois les dispositions de l'article 18 relatives à la nouvelle durée de service dans les réserves seront appliquées aux hommes de toutes les classes, appelés ou recensés en vertu des lois antérieures, libérés ou non du service militaire actif, à l'exception

des hommes actuellement dégagés par leur âge de toute obligation militaire.

Les jeunes gens qui, au moment de la promulgation de la présente loi, servent comme engagés spéciaux par devancement d'appel, demeurent régis, quelle que soit leur classe de recrutement, par les clauses de l'engagement qu'ils ont souscrit par application de l'article 50 de la loi du 21 mars 1905.

A partir de la promulgation de la présente loi et seulement jusqu'au jour de l'incorporation de la classe 1912, les jeunes gens de cette classe, engagés pour trois ans depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1913, seront, sur leur demande, assimilés, au point de vue de la date de leur libération, aux hommes de la classe à laquelle ils appartiennent.

Ils perdront de ce fait tout droit aux primes et hautes payes.

Ceux qui ne réclameront pas le bénéfice de cette mesure auront droit à une haute paye à partir de la troisième année de service et à une prime de libération de trois cent francs (300<sup>f</sup>).

Les dispositions nouvelles relatives aux engagements et rengagements entreront immédiatement en vigueur. Les militaires qui servent en qualité de commissionnés conserveront cette situation jusqu'à leur libération, à moins qu'ils ne demandent eux-mêmes à continuer à servir comme rengagés.

Sont et demeurent en vigueur les dispositions de la loi du 21 mars 1905, qui ne sont pas contraires à la présente loi.

Des décrets détermineront les mesures d'exécution de la présente loi.

Art. 42. — La disposition du septième paragraphe de l'article 13 de la présente loi, relatif au concours d'admission à l'Ecole spéciale militaire ou à l'Ecole polytechnique ne sera applicable que cinq ans après la promulgation de la présente loi.

Art. 43. — Par mesure transitoire, un sursis d'office est accordé aux jeunes gens de la classe de 1913, qui n'auront pas répondu à l'appel de leur classe, lorsque ces jeunes gens seront domiciliés à l'étranger.

Art. 44. — Sont autorisés, du 15 août au 15 novembre 1913, dans les limites fixées par le ministre :

1<sup>o</sup> Les devancements d'appel pour les jeunes gens de dix-huit, dix-neuf, vingt ans; par mesure transitoire exceptionnelle, seront admis les devancements d'appel des jeunes gens de dix-huit ans non pourvus du certificat d'aptitude militaire;

2<sup>o</sup> Les rengagements des hommes libérables de toutes armes : rengagement d'un an, avec haute paye d'un franc (1<sup>f</sup>) par jour et prime de libération de cinq cents francs (500<sup>f</sup>); rengagement de deux ans, avec haute paye d'un franc (1<sup>f</sup>) et prime de libération de mille cent francs (1.100<sup>f</sup>);

3<sup>o</sup> Dans les mêmes conditions de durée, de haute paye et de prime — mais la prime étant payée au jour du rengagement — le rengagement des soldats ayant accompli leur service militaire et obtenu, à leur libération, le certificat de bonne conduite, n'ayant encouru aucune condamnation et ne dépassant pas vingt-six ans au 31 décembre de l'année de leur engagement.

Art. 45. — Les casernes nouvelles et les casernes anciennes, après achèvement de leurs travaux d'aménagement et de réparations, ne pourront être utilisées qu'après avoir été reçues et déclarées en état de salubrité nécessaire et suffisant par le service de santé.

Art. 46. — Les Français ou naturalisés Français, nés à l'étranger hors d'Europe ou des pays limitrophes de la Méditerranée et y résidant, peuvent être admis à bénéficier des dispositions concernant les Français résidant dans les colonies ou pays de protectorat visés à l'article 90 de la loi du 21 mars 1905.

Ils accomplissent, dans ce cas, leur service militaire dans une



des colonies les plus voisines, suivant la répartition arrêtée par décret rendu sur la proposition des ministres de la guerre et des affaires étrangères, sous réserve des dispositions contenues au troisième alinéa de l'article 90 précité.

Ces dispositions sont également applicables aux Français ou naturalisés Français qui se sont établis à l'étranger hors d'Europe ou des pays limitrophes de la Méditerranée, avant l'âge de dix-huit ans, ou qui s'y sont établis après cet âge, s'ils n'ont pu, pour cause d'incapacité physique, contracter l'engagement prévu à l'article 25 de la présente loi.

Les jeunes gens visés au présent article doivent, en cas de mobilisation, rejoindre dans le plus bref délai leur corps d'affectation.

S'il revenaient en France avant leur passage dans l'armée territoriale, ils devraient accomplir ou compléter dans un corps de la métropole le temps de service dans l'armée active prescrit par l'article 18, sans toutefois pouvoir être retenus sous les drapeaux au delà de la date où leur classe d'origine passe dans l'armée territoriale.

Pendant les périodes de résidence obligatoire à l'étranger prévues par les dispositions du présent article, les intéressés sont admis à faire en France, chaque année, des séjours de trois mois.

Art. 47. — Dans le délai de six mois à partir de la promulgation de la présente loi, le Gouvernement présentera un projet de loi réglant les conditions de recrutement des indigènes en Algérie, aux colonies et dans les pays de protectorat.

Art. 48. — Il est ajouté à l'avant-dernier paragraphe de l'article 28 de la loi du 21 mars 1905 la disposition suivante :

« Il en est de même de tous actes, de quelque nature qu'ils soient, faits pour l'exécution de l'article 22 ».

Art. 49. — Pendant la durée de leur service dans l'armée active, ne sont pas assujettis à l'impôt personnel et mobilier les hommes de troupes mariés dont la cote ne dépasse pas dix francs (10<sup>f</sup>) en principal.

Art. 50. — L'article 12 de la présente loi est applicable aux réservistes, aux territoriaux et à leur famille, pendant l'accomplissement de leurs périodes d'instruction.

Toute disposition contraire est abrogée.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des Députés, sera exécutée comme loi de l'Etat.

Fait à Paris, le 7 août 1919.

R. POINCARÉ.

Par le Président de la République :

*Le Ministre de la guerre,*

EUG. ETIENNE.

#### CIRCULAIRE ministérielle concernant le classement de la station thermale des Eaux-Bonnes (Basses-Pyrénées).

Paris, le 17 septembre 1920.

*Le Ministre des Colonies, à Messieurs les Gouverneurs généraux de l'Indo-Chine, de l'Afrique Occidentale française, de Madagascar et de l'Afrique Equatoriale française, les Gouverneurs des colonies, l'Administrateur des Iles Saint-Pierre et Miquelon ; les Chefs du Service Colonial dans les ports de commerce de Nantes, du Havre, de Bordeaux et de Marseille.*

J'ai l'honneur de vous informer que, sur l'avis conforme exprimé par le Conseil Supérieur de santé des colonies, la station thermale des Eaux-Bonnes (Basses-Pyrénées) a été, par décret du 10 septembre 1920, classée au nombre des villes d'eaux dans

lesquelles les fonctionnaires des Services coloniaux et locaux peuvent être envoyés en traitement.

Ces eaux radioactives à minéralisation sulfurée sodique exercent une influence favorable sur les systèmes nerveux et circulatoire. Elles sont signalées comme ayant une action tonique et stimulante dans les anémies toxiques d'origine palustre ou tropicale.

D'autre part, dans une lettre du 12 juin dernier, l'Administrateur-Délégué de la Compagnie fermière des Eaux-Bonnes a fait connaître qu'une réduction de 10 % serait consentie sur le traitement thermal au personnel ressortissant au Département et à sa famille ; la durée du traitement est fixée à 21 jours.

Pour bénéficier de cette réduction, les fonctionnaires n'auront qu'à produire à l'Administration de ces établissements thermaux le titre de congé qui leur aura été délivré pour faire usage des eaux.

Pour le Ministre et p. o.,  
*Le Directeur du personnel,*  
EMILE GLEITZ.

#### CIRCULAIRE ministérielle au sujet du développement de l'éducation indigène.

Paris, le 10 octobre 1920.

*Le Ministre des colonies à Messieurs les Gouverneurs généraux, Gouverneurs, l'Administrateur des Iles Saint-Pierre et Miquelon et le Commissaire de la République au Cameroun et Togo.*

Le moment est venu d'un nouvel effort, à la fois puissant et méthodique, pour le développement de l'enseignement dans notre domaine colonial.

En réorganisant naguère le Comité Consultatif de l'Instruction publique des colonies, mon éminent prédécesseur, M. Henry Simon, posait en principe que la base même de la politique indigène est dans l'enseignement, et que la mise en valeur de nos possessions d'outre-mer appelle d'abord la mise en valeur de l'individu par l'instruction. En réformant, le mois dernier, le Conseil Supérieur des Colonies, j'ai rappelé à mon tour qu'un effort constant d'éducation, dont le libéralisme reste l'honneur de notre politique indigène, doit préparer l'association étroite de nos sujets et protégés à notre œuvre civilisatrice.

C'est le développement solidement ordonné de cette éducation indigène que je vous demande avec force de promouvoir comme la tâche que commandent impérieusement, au lendemain de la guerre, les sollicitations égales de notre devoir et de notre intérêt.

Il me paraît superflu d'insister devant vous sur la gravité de l'obligation morale que nous créent les responsabilités de la souveraineté vis-à-vis des populations indigènes dont nous avons assumé la tutelle. Leur accroissement en dignité humaine autant que l'augmentation de leur bien-être matériel demeurent la légitimation première de notre autorité sur eux ; après la lutte victorieuse à laquelle les fils de nos colonies ont pris, à nos côtés, une part si vaillante, notre persévérance dans les mêmes desseins devient une des expressions de notre gratitude ; enfin, cette obligation morale de hausser la valeur humaine des populations coloniales s'impose à nous avec une force nouvelle dans le moment où le traité de Versailles étend sur de nouveaux territoires notre action de civilisation.

Mais le devoir fondamental d'instruire nos sujets et protégés indigènes concorde, par surcroît, avec nos intérêts économiques, administratifs, militaires et politiques les plus évidents.

L'instruction a d'abord pour effet d'améliorer largement la valeur de la production coloniale, en multipliant dans la foule des travailleurs coloniaux la qualité des intelligences et le nombre des capacités ; elle doit, en outre, parmi la masse laborieuse, dégager et dresser les élites d'auxiliaires qui, comme agents techniques, contremaîtres, surveillants, employés ou commis de direction, suppléeront à l'insuffisance numérique des Européens et satisferont à la demande croissante des entreprises agricoles, industrielle ou commerciales de colonisation.

L'instruction plus méthodiquement répandue doit également préparer les cadres des fonctionnaires indigènes, moins lourdes à nos budgets coloniaux qui ploient sous l'augmentation des soldes européennes.

Elle doit, de la même manière, former les gradés indigènes indispensables à l'encadrement des troupes plus nombreuses levées aux colonies et diffuser parmi les éléments de ces troupes, avec la conscience plus claire des bienfaits de notre civilisation, les raisons profondes de la servir et de la défendre.

Enfin, et dans le moment où la généreuse et sage application d'une politique d'association nous fait progressivement ouvrir à des représentants indigènes l'accès d'assemblées consultatives où ils délibèrent sur les intérêts collectifs, l'instruction doit développer parmi eux les facultés et les capacités d'une utile collaboration avec nous.

Vous devez donc, pour toutes ces raisons, prendre à tâche d'organiser partout, dans le domaine placé sous votre autorité, la diffusion de l'enseignement, en adaptant, dans chaque colonie, au caractère des besoins locaux comme aux mentalités des races différentes, la variété de programmes et de méthodes pédagogiques dont une application identique et uniforme en tout lieu est une lourde erreur condamnée par l'expérience. Sur ce point, il ne saurait m'appartenir de vous tracer des directions concrètes et rigides ; vous savez mieux que moi, étant sur place, quelles sont les modalités d'enseignement les mieux appropriées au degré d'évolution des populations que vous gouvernez, et comment il faut judicieusement doser les connaissances qu'elles sont capables de s'assimiler. Vous devez donc garder, avec l'entière appréciation de leur opportunité, toute l'initiative des formes d'organisation de l'enseignement local.

Toutefois, il est un principe, valable sous toutes les latitudes, qui doit former la base commune et fondamentale de votre œuvre scolaire : c'est que l'enseignement indigène doit avoir avant tout un caractère pratique et réaliste, quels que puissent en être, par la suite, les développements dans le sens de la technique ou de la culture. S'il faut, à coup sûr, ne pas hésiter à fournir à une élite que la preuve de ses capacités aura formellement sélectionnée, toutes les facultés d'accès aux domaines supérieurs de la science et au plein épanouissement de la personnalité, il importe d'envisager de prime abord l'utilité économique de l'instruction de la masse, et c'est dans ce but essentiel que votre effort doit poursuivre avant tout un ample développement de l'enseignement primaire, technique et professionnel.

C'est sur ce point que je vous demande d'agir sans délai, en perfectionnant les moyens et en accélérant les progrès de l'œuvre scolaire accomplie déjà dans votre colonie.

\* \* \*

Dans cette entreprise nous avons chacun notre tâche et notre rôle. Vous avez l'initiative de l'organisation et de l'exécution en accord avec les suggestions ou les vœux des assemblées locales dont le conseil autorisé vous assiste. Ma volonté de décentralisation vous confère, à cet égard, toutes facultés d'agir. Mais il me

revient aussi, en la matière, une part d'action directrice que l'importance d'une œuvre d'où dépend l'avenir même de nos colonies, m'impose d'exercer avec une attentive vigilance.

C'est d'abord une action de contrôle permanent sur les réalisations de votre programme de développement scolaire, pour en observer les étapes, en noter les résultats, en encourager les progrès ou en signaler les négligences et les erreurs.

C'est ensuite une action de conseil pour les projets d'organisation locale en général, que vous me soumettrez chaque fois que la nécessité se fera sentir d'un recours aux apports de la science et de la pédagogie modernes dont la métropole est naturellement le point de concentration.

C'est enfin, et surtout, une action d'aide et de concours effectif pour satisfaire à tous les besoins en personnel et en matériel que l'exécution du plan scolaire établi par vous pourra créer ou révéler dans votre colonie.

Telle est la tâche en vue de laquelle a été instituée, le mois dernier, la mission d'Inspecteur-Conseil de l'Instruction publique au Ministère des Colonies.

L'Inspecteur-Conseil sera spécialement l'organe de liaison entre le Ministère des Colonies et les autres Départements ministériels de la Métropole pour vous assurer toutes les formes de concours que ces divers Ministères (Instruction publique, Sous-Secrétariat de l'Enseignement technique, Agriculture, Commerce) peuvent fournir à vos efforts dans le domaine de l'éducation indigène.

Dès aujourd'hui, pour l'œuvre d'organisation générale de l'enseignement à laquelle elle travaillera avec vous, l'Inspection-Conseil met au premier plan de ses préoccupations la formation et l'appel immédiats du personnel enseignant qui vous est nécessaire. Le choix des maîtres coloniaux ne peut pas rester livré au hasard de l'occasion ou des circonstances. Il faut que par un recrutement soigneusement organisé, par les vocations suscitées, par le choix d'une élite pédagogique, par la qualité d'une préparation judicieusement spécialisée, par une sauvegarde des intérêts professionnels d'autant plus attentive que le fonctionnaire est plus lointain, comme aussi et surtout par les difficultés, la noblesse et le rendement de la tâche à remplir, bref, par tous ses avantages ou privilèges matériels et moraux, la carrière de l'enseignement aux colonies n'apparaisse pas comme une carrière diminuée, mais au contraire, et de toutes façons, comme une carrière majorée.

En application des principes que je rappelais tout à l'heure, vous aurez à m'adresser prochainement, en même temps qu'un exposé de la situation actuelle de l'enseignement dans votre colonie, votre programme d'action prochaine, avec ses échelonnements et l'indication de moyens budgétaires de réalisation, que vous devrez prévoir avec cette profonde conviction que les dépenses de cette nature constituent le plus productif des placements.

Ces programmes devront me parvenir dans le moindre délai, et, en ce qui concerne les colonies les plus éloignées, au plus tard dans le courant du premier trimestre de l'année prochaine.

\* \* \*

A l'élaboration de ce programme, sans doute estimerez-vous comme moi qu'il serait utile d'associer le personnel enseignant. On ne saurait concevoir, en effet, pas plus aux colonies qu'en France, une orientation donnée à l'enseignement sans la collaboration de l'expérience des maîtres.

Cette collaboration est plus désirable encore aux colonies, parce que l'enseignement doit y être plus étroitement adapté à la connaissance directe et intime.

C'est pourquoi je souhaiterais qu'avant de définir votre pro-

gramme, vous procédiez auprès des maîtres, par les moyens qui vous paraîtront les plus pratiques et les plus rapides, à une enquête répondant aux questions suivantes :

**Dans la formation de l'indigène comme homme et comme producteur :**

- 1°) *Quels résultats obtenez-vous ?*
- 2°) *Si ces résultats vous paraissent insuffisants, pourquoi le sont-ils ?*
- 3°) *Quels résultats, autres ou meilleurs, vous paraissent possibles ?*
- 4°) *Par quels moyens pourriez-vous les obtenir ?*

Vous m'adresseriez, d'une part, un résumé de cette enquête, auquel les réponses elles-mêmes seraient jointes pour constituer au Ministère comme les *Cahiers pédagogiques* du personnel enseignant colonial, et, d'autre part, votre programme propre dressé sur le même plan, accompagné de votre avis sur les résultats de l'enquête.

Tous ces documents, après avoir été des préfaces à l'action, resteront ensuite comme des guides pour la satisfaction des besoins de l'enseignement colonial et pour l'orientation des réorganisations nécessaires.

\* \* \*

Mais, encore une fois, il importe que tout ce travail préparatoire, si essentiel qu'il soit, prenne le moins de temps possible. Il y a urgence à développer, sans plus tarder, toutes les institutions d'éducation qui doivent rendre nos sujets et nos protégés indigènes, hier nos compagnons de sacrifice et de victoire, plus capables de prendre leur part de la civilisation française et du travail humain.

J'ai promis au Parlement une action énergique en ce sens. Partout il a été fait beaucoup, mais nulle part il n'a été assez. La France, comme ses Colonies, comptent sur votre volonté créatrice et organisatrice.

La présente circulaire devra être, par vos soins, insérée au *Journal officiel* de la colonie.

ALBERT SARRAUT.

## ACTES DU GOUVERNEMENT LOCAL

### ARRÊTÉ portant amélioration des traitements du personnel des Travaux publics.

(Du 23 décembre 1920.)

LE GOUVERNEUR P. I. DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie, OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR.

Vu le décret organique du 28 décembre 1885, concernant le Gouvernement de la Colonie ;

Vu le décret du 5 août 1910, portant réorganisation du Service des Travaux publics et des Mines des colonies ;

Vu l'arrêté du 1<sup>er</sup> décembre 1911, portant réorganisation du Service des Travaux publics ;

Vu le décret du 2 mars 1910, sur la solde et les allocations accessoires des fonctionnaires, employés et agents des Services coloniaux, modifié par les deux décrets du 11 septembre 1920 promulgués dans la Colonie par arrêté du 12 novembre suivant ;

Vu l'avis de la Commission instituée par décision du 8 novembre 1920 ;

Le Conseil d'Administration entendu,

### ARRÊTE :

Article 1<sup>er</sup>. — Les articles 1 à 6 inclus, de l'arrêté du 1<sup>er</sup> décembre 1911, sont modifiés comme suit :

Le Service des Travaux publics et des Mines est placé, dans les Établissements français de l'Océanie, sous la direction d'un Chef de Service appartenant au cadre général des Travaux publics des colonies en qualité d'Ingénieur ou de Sous-Ingénieur.

Art. 2. — L'effectif normal du personnel des Travaux publics pourra comprendre, en dehors du Chef de Service :

3 Conducteurs ;  
3 Commis.

Art. 3. — La hiérarchie, les traitements et le cadre local du personnel des Travaux publics et des Mines sont fixés ainsi qu'il suit :

	Solde de présence	Supplément colonial	Solde totale
Conducteur de			
1 <sup>re</sup> classe.....	9.000 <sup>f</sup> »	6.300 <sup>f</sup> »	15.300 <sup>f</sup> »
2 <sup>me</sup> classe.....	8.000 »	5.600 »	13.600 »
3 <sup>me</sup> classe.....	7.000 »	4.900 »	11.900 »
4 <sup>me</sup> classe.....	6.000 »	4.200 »	10.200 »
Commis principal de			
1 <sup>re</sup> classe.....	5.500 »	3.850 »	9.350 »
2 <sup>me</sup> classe.....	4.800 »	3.360 »	8.160 »
3 <sup>me</sup> classe.....	4.400 »	3.080 »	7.480 »
4 <sup>me</sup> classe.....	4.000 »	2.800 »	6.800 »
Commis de			
1 <sup>re</sup> classe.....	3.200 »	2.240 »	5.440 »
2 <sup>me</sup> classe.....	2.800 »	1.960 »	4.760 »
3 <sup>me</sup> classe.....	2.400 »	1.680 »	4.080 »
4 <sup>me</sup> classe.....	2.200 »	1.540 »	3.740 »

Art. 4. — Les améliorations de traitement résultant de l'application de l'article précédent auront leur effet à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1921.

Art. 5. — L'indemnité de campagne qui sera allouée aux fonctionnaires chargés d'un service actif, pour usure anormale de vêtements et de chaussures, ainsi que pour travaux supplémentaires, sera déterminée dès que sera parvenu le décret portant réorganisation du Service des Travaux publics des colonies. En attendant, il leur sera attribué le complément de solde de mille francs prévu à l'article 5 de l'arrêté du 1<sup>er</sup> décembre 1911.

Art. 6. — Les abonnements pour frais de tournées à Tahiti et Moorea sont compris entre :

3.600 fr. et 4.800 fr. pour les Ingénieurs ;  
2.400 fr. et 3.600 fr. pour les Conducteurs ;  
2.000 fr. et 3.000 fr. pour les Commis.

Le montant des dits abonnements sera fixé entre les limites ci-dessus indiquées, suivant l'importance des travaux dont les fonctionnaires seront chargés, par décision du Gouverneur prise sur la proposition du Chef de Service.

Art. 7. — Les emplois de comptable, d'aide-comptable et de garde-magasin appartenant au personnel des bureaux du Service des Travaux publics seront remplis par des agents du corps des Commis-auxiliaires du Service Local.

Au point de vue du traitement, de l'avancement, de la discipline, de la retraite et des indemnités de route et de séjour, ces agents sont régis par l'arrêté du 9 décembre 1920, réorganisant le personnel du corps auquel ils appartiennent.

Art. 8. — Sont abrogées toutes dispositions contraires au présent arrêté.

Art. 9. — Le Chef des bureaux du Secrétariat Général du Gouvernement et le Chef du Service des Travaux publics sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 23 décembre 1920.

JOCELYN ROBERT.

Par le Gouverneur :

*Le Chef des Bureaux du  
Secrétariat Général,*  
H. GENTIL.

*Le Chef du Service des  
Travaux publics,*  
J. KÉROUAULT.

ARRÊTÉ ouvrant au Budget autonome de l'Hôpital civil de Papeete, exercice 1920, divers crédits supplémentaires s'élevant ensemble à la somme de 36.163 fr. 20.

(Du 31 décembre 1920.)

LE GOUVERNEUR P. I. DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie, OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885, concernant le Gouvernement de la Colonie ;

Vu l'arrêté du 9 mars 1908, portant organisation du Service hospitalier dans la Colonie ; ensemble l'arrêté modificatif du 14 janvier 1911 ;

Vu l'arrêté ministériel du 2 août 1912, portant règlement sur le fonctionnement des hôpitaux aux colonies ;

Vu le décret du 30 décembre 1912, sur le régime financier des colonies ;

Sur le rapport du Directeur du Service de Santé et l'avis conforme du Chef des Bureaux du Secrétariat Général du Gouvernement ;

Le Conseil d'Administration entendu,

ARRÊTE :

Article 1<sup>er</sup>. — Il est ouvert au Budget autonome de l'Hôpital civil de Papeete, exercice 1920, des crédits supplémentaires s'élevant ensemble à la somme de *trente-six mille cent soixante-trois francs vingt centimes* et se répartissant ainsi qu'il suit :

#### CHAPITRE 1<sup>er</sup>.

Article 1 <sup>er</sup> — Allocations au personnel médical.....	1.440 <sup>f</sup> »
— 3. — Solde du personnel infirmier.....	2.648 »
— 4. — Salaires des gens de service.....	1.487 37
— 5. — Remises du Receveur.....	250 »
— 8. — Dépenses d'exercice clos.....	287 83

#### CHAPITRE 2.

Article 1 <sup>er</sup> — Alimentation.....	24.500 »
— 2. — Achats de médicaments.....	3.500 »
— 3. — Chauffage et éclairage.....	550 »
— 4. — Blanchissage.....	1.500 »
Total.....	36.163 <sup>f</sup> 20

Art. 2. — Il sera pourvu à la réalisation de ces crédits au moyen des ressources ordinaires de l'exercice 1920.

Art. 3. — Le Chef des Bureaux du Secrétariat Général du Gouvernement et le Directeur du Service de Santé sont chargés, cha-

cun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 31 décembre 1920.

JOCELYN ROBERT.

Par le Gouverneur :

*Le Chef du Service  
de Santé,*  
D<sup>r</sup> ALLARD.

*Le Chef des Bureaux du  
Secrétariat Général,*  
H. GENTIL.

ARRÊTÉ portant augmentation des prix de la journée de traitement à l'Hôpital civil de Papeete.

(Du 31 décembre 1920.)

LE GOUVERNEUR P. I. DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie, OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885, concernant le Gouvernement de la Colonie ;

Vu l'arrêté du 8 mars 1908, portant organisation du Service hospitalier dans les Etablissements français de l'Océanie, ensemble l'arrêté modificatif du 14 janvier 1911 ;

Vu l'arrêté ministériel du 2 août 1912, portant règlement sur le fonctionnement des Services hospitaliers aux colonies ;

Vu le décret du 30 décembre 1912, sur le régime financier des colonies ;

Vu la circulaire ministérielle en date du 23 juin 1920, fixant à 12 francs le prix de remboursement de la journée pour la catégorie « Soldat ou assimilé », lorsque le prix de remboursement est supérieur à 12 francs ;

Vu l'arrêté du 30 juillet 1920, portant règlement des prix de la journée de traitement à l'Hôpital civil de Papeete ;

Attendu qu'en ce qui concerne l'Hôpital de Papeete, le prix de remboursement moyen est supérieur à 12 francs pour la catégorie envisagée ci-dessus ;

Sur la proposition du Directeur du Service de Santé et l'avis conforme du Chef des Bureaux du Secrétariat Général du Gouvernement ;

Le Conseil d'Administration entendu,

ARRÊTE :

Article 1<sup>er</sup>. — Les remboursements à effectuer pour prix de journées de traitement à l'Hôpital civil de Papeete seront opérés sur les bases suivantes, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1921 :

1 <sup>re</sup> catégorie, par jour :	24 francs
2 <sup>me</sup> id.	18 francs.
3 <sup>me</sup> id.	12 francs.
4 <sup>me</sup> id.	10 francs.

Art. 4. — Le Chef du Service de Santé et le Chef des Bureaux du Secrétariat Général du Gouvernement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 31 décembre 1920.

JOCELYN ROBERT.

Par le Gouverneur :

*Le Chef du Service  
de Santé,*  
D<sup>r</sup> ALLARD.

*Le Chef des Bureaux du  
Secrétariat Général,*  
H. GENTIL.

ARRÊTÉ approuvant la délibération du Conseil municipal, en date du 19 novembre 1920, ouvrant au Budget de l'exercice 1920 divers crédits supplémentaires s'élevant à la somme de 33.730 francs.

(Du 31 décembre 1920.)

LE GOUVERNEUR P. I. DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie, CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885, concernant le Gouvernement de la Colonie;

Vu l'article 336 du décret financier du 30 décembre 1912;

Vu les articles 49 et 50 du décret du 8 mars 1879, instituant un Conseil municipal à Nouméa, rendu applicable à Tahiti par décret du 20 mai 1890;

Vu la délibération du Conseil municipal de Papeete, en date du 19 novembre 1920;

Le Conseil d'Administration entendu,

#### ARRÊTE :

Article 1<sup>er</sup>. — Est approuvé la délibération du Conseil municipal, du 19 novembre 1920, ouvrant, au Budget de l'exercice 1920, divers crédits supplémentaires s'élevant à la somme de *trente-trois mille sept cent trente francs* et se répartissant ainsi qu'il suit :

CHAPITRE 4.	
Art. 1 <sup>er</sup> .....	13.100 fr.
Art. 4.....	1.000
Art. 5.....	11.500
Art. 6.....	800
CHAPITRE 5.	
Art. 5.....	6.000
CHAPITRE 6.	
Art. 2.....	330
Art. 3.....	500
CHAPITRE 7.	
Art. unique.....	500
Total.....	33.730 fr.

Art. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 31 décembre 1920.

JOCELYN ROBERT.

ARRÊTÉ allouant une subvention complémentaire de 30.000 fr. à l'Hôpital civil de Papeete.

(Du 31 décembre 1920.)

LE GOUVERNEUR P. I. DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie, OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885, concernant le Gouvernement de la Colonie;

Vu l'arrêté du 9 mars 1920, modifié par l'arrêté 14 janvier 1911, portant organisation du Service hospitalier dans les Etablissements français de l'Océanie;

Vu le décret du 30 décembre 1913, sur le régime financier des colonies;

Vu la dépêche ministérielle n° 27, du 9 mai 1919, rappelant le câblogramme n° 47 supprimant totalement la subvention précédemment accordée à l'Hôpital de Papeete par la Métropole, ladite subvention ayant d'abord été fixée à 15.000 francs fut dans la suite réduite à 5.000 francs;

Considérant que l'accroissement du prix des denrées et des fournitures nécessaires à cet établissement ne lui permet plus de faire face à ses dépenses;

Sur le rapport du Directeur du Service de Santé;

Le Conseil d'Administration entendu,

#### ARRÊTE :

Article 1<sup>er</sup>. — Une subvention complémentaire de *trente mille francs* (30.000 fr.) est allouée à l'Hôpital civil de Papeete pour l'exercice 1920.

Art. 2. — La dépense est imputable au chapitre 14, art. 5 § 2 : « Participation aux dépenses des établissements de bienfaisance » du Budget de l'exercice en cours.

Art. 3. — Le Chef des Bureaux du Secrétariat Général du Gouvernement et le Directeur du Service de Santé sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 31 décembre 1920.

JOCELYN ROBERT.

Par le Gouverneur :

Le Chef des Bureaux du  
Secrétariat Général,  
H. GENTIL.

Le Directeur du Service  
de Santé,  
Dr ALLARD.

ARRÊTÉ assujettissant à diverses taxes certaines formalités d'exécution de l'arrêté du 6 janvier 1913, réglementant la circulation sur les voies publiques.

(Du 31 décembre 1920.)

LE GOUVERNEUR P. I. DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie, OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885, ensemble ceux des 19 mai 1903 et 7 octobre 1912, concernant le Gouvernement de la Colonie;

Vu le décret financier du 30 décembre 1912;

Vu l'arrêté du 6 janvier 1913, réglementant la circulation sur les voies publiques, et spécialement les articles 19, 20, 21, 22 et 23;

Sur le rapport du Chef du Service de l'Enregistrement et des Domaines;

Le Conseil d'Administration entendu;

Vu la dépêche ministérielle n° 63, du 17 novembre 1920, approuvant les modifications apportées à l'arrêté du 6 janvier 1913,

#### ARRÊTE :

Article 1<sup>er</sup>. — La délivrance du récépissé de déclaration de mise en circulation prévu à l'article 19 de l'arrêté précité du 6 janvier 1913 réglementant la circulation sur les voies publiques, et la délivrance du certificat de capacité prévu à l'article 21 du même arrêté sont subordonnées au paiement préalable d'une taxe de *cent francs*.

La délivrance de chaque duplicata de l'une ou l'autre de ces pièces donnera lieu à la perception d'une taxe de *vingt francs*.

L'enregistrement des précédents récépissés et certificats prévu à l'article 21 § *in fine*, du même arrêté, aura lieu sans frais.

Les visites et vérifications des automobiles affectés à un Service de transport dans les termes de l'article 20 de l'arrêté précité auront lieu obligatoirement tous les trois mois, à la diligence des



propriétaires des véhicules. Elles seront constatées par l'agent technique sur le récépissé de déclaration de mise en circulation ou sur une feuille annexe, après paiement d'une taxe de vingt-cinq francs.

Les contraventions aux prescriptions du paragraphe précédent seront sanctionnées par les pénalités prévues à l'article 58 §§3 et 4 de l'arrêté susvisé.

Art. 2. — Ces taxes, payables d'avance, seront perçues par le Receveur de l'Enregistrement.

Il en sera fait recette au Chapitre 4, art. 2 du Budget : « Produits perçus sur ordres de recettes : Redevances diverses, § 1<sup>er</sup> : Délivrance des récépissés de déclaration de mise en circulation ; § 2 : Délivrance des certificats de capacité pour la conduite des automobiles et motocyclettes ; § 3 : Délivrance des duplicata de ces récépissés et certificats ; § 4 : Vérification des automobiles affectées à un Service de transport. »

Art. 3. — A titre exceptionnel et pour les besoins du Service, des permis de conduire, à durée limitée, pourront être délivrés sans frais par le Chef du Service des Travaux publics.

Art. 4. — Les taxes prévues à l'article premier resteront définitivement acquises au Trésor, quel que soit notamment le résultat des examens et vérifications, et ne pourront en aucun cas être restituées.

Art. 5. — Le Chef des Bureaux du Secrétariat Général du Gouvernement, les Chefs des Services Judiciaire, des Travaux publics et de l'Enregistrement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 31 décembre 1920.

JOCELYN ROBERT.

Par le Gouverneur :

Le Chef des Bureaux du  
Secrétariat Général,  
H. GENTIL.

Le Chef du Service  
Judiciaire p. i.,  
H. MICHAS.

Le Chef du Service des  
Travaux publics,  
J. KÉROUAULT.

Le Chef p. i. du Service  
des Domaines,  
A. FAUGERAT.

**ARRÊTÉ** ordonnant les opérations de recensement et de recrutement des hommes de la classe 1921, ainsi que des ajournés des classes 1918, 1919 et 1920.

(Du 7 janvier 1921.)

LE GOUVERNEUR P. I. DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie, OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885, concernant le Gouvernement de la Colonie ;

Vu la loi du 21 mars 1905, sur le recrutement de l'armée ;

Vu le radiotélégramme ministériel n° 126, du 31 décembre 1920, relatif au recensement, à la revision et à l'appel de la classe 1921, ainsi que des ajournés des classes 1918, 1919 et 1920,

**ARRÊTE :**

Article 1<sup>er</sup>. — Sont ordonnées les opérations de recensement et de recrutement concernant les hommes de la classe 1921, qui seront convoqués ultérieurement devant le Conseil de revision, ainsi que les ajournés des classes 1918, 1919 et 1920.

Art. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 7 janvier 1921.

JOCELYN ROBERT

FAAUE RAA no nia i te mau rave raa i te tapura raa e te maiti raa i te mau taata no te pupu 1921, te mau taata hiopoa hia e vaiho matahiti no te mau pupu 1918 e tae noa'tu i te pupu 1920.

(No te 7 no tenuare 1921.)

TE TAVANA RAHI NO TE MAU FENUA FARANI I OTEANIA, TAATA HAAFETIA HIA I TE FETIA HANAHANA,

I te hio raa i te faaue raa mana no te 28 no titema 1885 no nia i te faatere raa i te Hau i te fenua nei ;

I te hio raa i te ture no te 21 no mati 1905 no nia i te maiti raa i te Nuu faehau ;

I te hio raa i te parau niuniu a te Faatere Hau Rahi, n° 126, no te 31 titema 1920, no nia i te mau ohipa maiti raa, te hiopoa raa e te titau raa no te mau taata no te pupu 1921 e te mau taata no te pupu 1918, te 1919 e te 1920,

TE FAAUE NEI :

Irava 1. — Ia rave hia te mau ohipa no te maiti raa e te tapura raa i te mau taata no te pupu 1921, te titau hia a muri ae i mua i te Tomite hiopoa raa e oia'toa hoi te mau taata no te mau pupu mai te 1918, te 1919 e te 1920 tei vaiho hia.

Irava 2. — E tomite hia teie faaue-raa, faaite hia, e poro hia i te mau vaih'toa e au.

Papeete, i te 7 no tenuare 1921.

JOCELYN ROBERT.

## CIRCULAIRE

LE GOUVERNEUR P. I. DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie, OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

A Monsieur le Maire de la Commune de Papeete, Messieurs les Présidents des Conseils de districts de Tahiti et Moorea, les Administrateurs des Iles-Sous-le-Vent, des Tuamotu, des Marquises, les Agents spéciaux de Makatea, des Gambiers, de Tubuai-Raiavavae, de Rimatara-Rurutu et de Rapa

Papeete, le 9 janvier 1920.

J'ai l'honneur de porter à votre connaissance que le Ministre des Colonies, après entente avec le Ministre de la Guerre, a décidé la reconstitution du Détachement d'Infanterie Coloniale de Tahiti, supprimé au cours de l'année 1920.

Ce Détachement sera constitué avec les ressources du contingent local qui accomplira l'année de service prévue à l'article 90 de la loi du 21 mars 1905 sur le recrutement de l'armée.

En conséquence, et conformément aux instructions ministérielles prescrivant de dresser dès maintenant les tableaux de recensement de la classe 1921, je vous adresse, ci-joint, les imprimés nécessaires pour l'accomplissement de cette formalité.

Les tableaux de recensement de la classe 1921 devront comprendre, d'après les registres de l'Etat-Civil et par ordre alphabétique, tous les jeunes gens ayant atteint en 1920 l'âge de 19 ans révolus et possédant la qualité de citoyen français.

Il y aura lieu d'éviter que les jeunes gens soient inscrits en double sur les tableaux de recensement, une première fois sous leur nom de famille et une deuxième fois sous un prénom ou un surnom.

Les ajournés et exemptés des classes 1918, 1919 et 1920, bien qu'ils aient déjà été examinés par le Conseil de revision, ne devront pas figurer sur le tableau de la Commune ou du District. Ils



seront portés sur des listes à part établies par les soins du bureau de recrutement.

Le délai d'un mois prévu par l'article 10 de la loi du 21 mars 1905, en ce qui concerne les réclamations, étant réduit à dix jours, les tableaux de recensement devront être *dressés, publiés et affichés* de telle manière que l'unique publication ait lieu le *dimanche 30 janvier*.

Ces tableaux devront me parvenir au plus tard le 12 février.

Je vous prie de tenir la main à l'observation des prescriptions ci-dessus et de m'accuser réception de la présente circulaire.

JOCELYN ROBERT.

## NOMINATIONS, MUTATIONS, MOUVEMENTS, ETC.

Par décision du Gouverneur, n° 1, en date du 4 janvier 1921, la démission de son emploi de facteur de 4<sup>me</sup> classe des Postes, offerte par M. Hui a Taura, est acceptée à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1921.

Par décision du Gouverneur, n° 2, en date du 5 janvier 1921, M. Clark (Nedle), planton de 6<sup>me</sup> classe au Service des Travaux publics, est élevé à la 4<sup>me</sup> classe de son emploi à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1921, en conformité des dispositions de l'article 5 de l'arrêté du 12 août 1919.

Par décision du Gouverneur, n° 3, en date du 5 janvier 1921, MM. Terorotua (Gustave) et Bourne (Joseph) sont nommés Commis auxiliaires de 4<sup>me</sup> classe du Service Local.

Par décision du Gouverneur, n° 4, en date du 6 janvier 1921, un congé de convalescence de six mois à passer dans la Métropole, avec usage des eaux, est accordé à M. Michas (Henri), Juge-Président du Tribunal de 1<sup>re</sup> instance de Papeete.

Ce fonctionnaire prendra passage sur le paquebot "*Tahiti*", de l'Union Steam Ship Company, qui quittera Papeete à destination de San Francisco le 9 février 1921.

Par décision du Gouverneur, n° 5, en date du 6 janvier 1921, M. Thirel (Henri), Agent spécial à Taravao, est nommé provisoirement huissier auxiliaire de la dite circonscription, en remplacement de M. Collombat, gendarme, rentré au chef-lieu.

Par décision du Gouverneur, n° 8, en date du 6 janvier 1921, la démission de son emploi de dame dactylographe de 4<sup>me</sup> classe, offerte par M<sup>me</sup> Juventin (Louise), est acceptée pour compter du 1<sup>er</sup> janvier 1921.

Par décision du Gouverneur, n° 12 *bis*, en date du 8 janvier 1921, une Commission est instituée à l'effet de procéder au récolement du matériel existant en approvisionnement au 31 décembre 1920, au Magasin du Service des Travaux publics.

Elle est composée de :

MM. Hayem, Conducteur des Travaux publics, *Président*;  
Gallien, Commis principal du Secrétariat Général, *membre*;  
Aymard, Commis de 2<sup>me</sup> classe du Secrétariat Général, *membre*.

La dite Commission sera assistée du Comptable et du Magasinier du Service des Travaux publics.

Par décision du Gouverneur, n° 13, en date du 10 janvier 1921, M. Tiareuu a Tane est nommé Président-adjoint du Conseil de district de Papenoo, en remplacement de M. Matarua a Teriitevacearai, licencié.

Par décision du Gouverneur n° 15, en date du 11 janvier 1921, M. Albert a Tumataaroa, planton de 6<sup>me</sup> classe, est nommé planton de 5<sup>me</sup> classe, pour compter du 1<sup>er</sup> janvier 1921.

Par décision du Gouverneur, n° 16, en date du 11 janvier 1921, la démission du planton Robert O'Connor est acceptée pour compter du 1<sup>er</sup> janvier 1921.

M. Joseph a Teiti est nommé planton de 6<sup>me</sup> classe au Service de la Justice, en remplacement de M. O'Connor, démissionnaire.

Par décision du Gouverneur, n° 18, en date du 12 janvier 1921, la démission de son emploi de dame dactylographe de 4<sup>me</sup> classe du Secrétariat du Gouvernement, offerte par M<sup>lle</sup> Marguerite Brander, est acceptée pour compter du 1<sup>er</sup> janvier 1921.

Par arrêté du Gouverneur, n° 19, en date du 12 janvier 1921, dispense de la production de son acte de naissance est accordée à M. Ariiotima a Raa, à l'effet de contracter mariage avec M<sup>lle</sup> Teroropuahiohio a Taimae.

Par arrêté du Gouverneur, n° 20, en date du 12 janvier 1921, dispense de la production de son acte de naissance est accordée à M<sup>me</sup> Hiurai a Daniera, à l'effet de contracter mariage avec M. Temata a Rurua.

Par arrêté du Gouverneur, n° 21, en date du 12 janvier 1921, dispense de la production de son acte de naissance est accordée à M. Teata a Tahī, à l'effet de contracter mariage avec M<sup>lle</sup> Tupuroa a Tanetua.

Par décision du Gouverneur, n° 23, en date du 13 janvier 1921, la décision du 9 août 1919, appelant M. Cadet (Paul) à remplir provisoirement les fonctions de Greffier en chef des Tribunaux de Papeete, est et demeure rapportée.

M. Thuret, Greffier en chef des Tribunaux, reprend, à compter du 1<sup>er</sup> janvier courant, les fonctions dont il est titulaire.

Par décision du Gouverneur, n° 24, en date du 13 janvier 1921, M<sup>lle</sup> Tauaroa (Célestine) est nommée dame dactylographe de 4<sup>me</sup> classe au Service des Contributions, pour compter du 1<sup>er</sup> janvier 1921.

Par arrêté du Gouverneur, n° 25, en date du 14 janvier 1921, dispense de la production de l'acte de décès de son père est accordée au sieur Charles, Reginald Donaldson, à l'effet de contracter mariage avec M<sup>lle</sup> Odette Kresser.

## Erratum.

Le *Journal officiel* du 1<sup>er</sup> janvier a publié le tarif des taxes projetées pour l'année 1921. Ce tarif ne sera applicable qu'après approbation de Monsieur le Ministre des Colonies et insertion au *Journal officiel* des décrets et arrêtés concernant chacune des taxes envisagées.

Jusque là, le tarif en vigueur au 31 décembre 1920 reste applicable.

## AVIS OFFICIELS

ÉTAT des sommes perçues, par souscriptions publiques, pour l'érection d'un monument à la mémoire des enfants des Etablissements français de l'Océanie morts pour la Patrie.

Ile Tahiti.		
Commune de Papeete.....	9.840 <sup>f</sup> 40	
District de Pare.....	354 50	
— Arue.....	33 50	
— Mahina.....	150 »	
— Papenoo.....	228 50	
— Tiarei-Mahaena.....	221 »	
— Hitiaa-Faaone.....	267 »	
— Faâa.....	73 75	
— Punaauia.....	76 05	
— Paëa.....	246 25	
— Papara.....	237 40	
— Mataiea.....	173 »	
— Papeari.....	256 50	
— Afaahiti.....	246 »	
— Vairao.....	259 75	
— Teahupoo.....	163 75	
— Pœu.....	201 50	
— Tautira.....	66 75	
	13.095 30	
Ile Moorea.		
District de Afareaitu.....	167 50	
— Haapiti.....	202 60	
— Papetoai.....	322 50	
— Teavaro-Teaharoa.....	267 50	
	960 10	
Iles-Sous-le-Vent.		
Ile Raiatea.		
District d'Uturoa.....	647 »	
— d'Avera.....	211 50	
— d'Opoa.....	143 50	
— de Tumaraa.....	72 »	
	1.074 »	
Ile Tahaa.		
District de Vaitoare.....	45 50	
— Hauino.....	23 25	
— Iripau.....	50 »	
— Rutia.....	122 75	
— Niua.....	35 25	
	276 75	
Ile Huahine.		
District de Fare.....	74 »	
— Fiti.....	34 25	
— Marœ.....	43 80	
— Haapu.....	80 »	
— Maeva.....	21 05	
— Tefarerii.....	55 »	
	308 10	
Ile Borabora.		
District de Nunue.....	198 50	
— Anau.....	43 »	
— Tevaitapu.....	64 »	
	305 50	
Ile Maupiti.....		400 05
	2.064 40	
Iles Tuamotu.		
Ile Rangiroa.....	31 »	
— Tikahau.....	680 50	
— Apataki.....	226 50	
— Fakarava.....	74 50	
— Takaroa.....	62 50	
— Takapoto.....	105 »	
— Kaehi.....	30 »	
— Raroia.....	152 »	
— Anaa, District de Tuuhora.....	56 50	
— — District de Putuahara.....	99 »	

Ile Katiu.....	108 »	
— Hikueru.....	185 »	
— Taega.....	104 »	
— Makemo.....	403 »	
— Kaukura.....	194 »	
— Niau.....	34 »	
— Manihi.....	79 50	
— Fakahina.....	345 »	
	2.970 »	
Iles Marquises.		
Ile Hivaoa, Vallée d'Atuana.....	71 »	
— Tahuata.....	270 50	
— Fatu-Hiva.....	156 50	
— Nukahiva, Vallée de Taiohae.....	59 25	
— — Vallées de Hooumi et Taipivai.....	77 50	
— — Vallée de Atiheu.....	239 20	
— Ua-Uka.....	94 50	
— Ua-Pou.....	348 »	
	1.286 45	
Iles Gambier.		
District de Rikitea.....	327 95	
— Taravai.....	37 55	
— Taku.....	210 50	
— Akamaru.....	124 »	
	700 »	
Iles du Sud.		
Ile Tubuai.....	300 30	
— Rurutu.....	165 »	
— Rimatara.....	180 »	
	645 30	
Total.....	21.721 55	
A déduire : 2 envois de photographies achetées à M. Gauthier, destinées au projet du monument aux morts...		85 »
Reste.....		21.636 <sup>f</sup> 55

Cette somme a été déposée à la Banque de l'Indo-Chine, au compte : « Souscriptions pour l'érection d'un monument à la Mémoire des enfants des Etablissements français de l'Océanie morts pour la Patrie. (Décision du 10 juin 1919.) »

## CAISSE NATIONALE DES RETRAITES POUR LA VIEILLESSE

(Garantie par l'Etat.)

La Caisse Nationale des retraites pour la vieillesse permet à toute personne de se constituer une **Rente viagère**, indépendante de celle résultant de l'application de la loi des Retraites ouvrières et paysannes. Cette rente peut être stipulée :

1<sup>o</sup> Différée, prenant point de départ à un âge fixé, au gré du déposant, de 50 à 65 ans;

2<sup>o</sup> Immédiate et personnelle et constituée à tout âge : Cette rente s'éteint avec le bénéficiaire;

3<sup>o</sup> Immédiate et réversible, en totalité ou pour moitié, sur la tête du conjoint.

Le maximum de la rente qui peut être souscrite par un même déposant est élevé à 6.000 francs (Loi du 25 octobre 1919.)

**Où verser ?** — Chez tous les Percepteurs et les Receveurs des Postes. En outre, à Paris, à la Caisse des Dépôts et Consignations; en province, chez les Trésoriers généraux et les Receveurs des finances.

Aucune formalité à remplir, si ce n'est la production, lors du premier versement, d'un extrait de naissance délivré gratuitement par le Maire et sur papier libre.

Les versements sont reçus pour toute somme sans pouvoir toutefois dépasser celle nécessaire pour obtenir une rente de 6.000 francs par déposant; ils peuvent être interrompus puis repris, au gré des parties, sans qu'il en résulte aucun préjudice : les rentes acquises sont toujours délivrées.

Exemples tirés du Tarif (taux 4 1/2 0/0. — Décret du 12 décembre 1918.)

RENTES VIAGÈRES PRODUITES PAR UN VERSEMENT UNIQUE DE 1.000 FRANCS.									
Rente différée personnelle					Rente immédiate personnelle (capital aliéné)				
AGE AU VERSEMENT					Rente réversible entre époux (capital aliéné)				
Jouissance	De la naissance à 1 an	2 ans	20 ans	30 ans	40 ans	50 ans	Rente au versement		MONTANT de la rente
							AGE DE L'UN des conjoints	DE L'AUTRE	
francs	francs	francs	fr.	fr.	fr.	fr.	ans	ans	fr. o.
990	924	379	227	135	78	62 40	35 ans...	50 ans...	62 70
1.495	1.399	572	342	204	118	78 50	50 ans...	60 ans...	75 10
823	781	299	169	91	44	100 10	60 ans...	70 ans...	98 30
1.242	1.179	451	255	137	67	139 30	70 ans...	75 ans...	114 40
						168 20	80 ans...	80 ans...	121 30
Capital aliéné.....	50 ans.....	55 ans.....							
Capital réservé.....	50 ans.....	55 ans.....							

Pour tous renseignements, écrire sans affranchir à la Caisse des Dépôts et Consignations, rue de Lille, n° 56, à Paris (7<sup>e</sup> arrondissement).  
Demander la notice au Bureau du Percepteur ou du Receveur des Postes.

## CURATELLE AUX SUCCESSIONS VACANTES

## Avis.

Monsieur CHARLES-HENRY NORRIS, citoyen américain, est décédé à Papeete, en son domicile, le 2 janvier 1921, sans laisser d'héritiers connus dans la Colonie.

En conséquence les biens composant sa succession ont été appréhendés par le Service de la Curatelle aux biens vacants.

Les débiteurs de cette succession et les créanciers sont priés de se libérer ou de produire leurs titres de créance le plus tôt possible entre les mains du Curateur d'office à Papeete.

Le Curateur aux biens vacants,  
A. FAUGERAT.

## TRÉSOR COLONIAL

## Avis.

Les membres de la Légion d'honneur ainsi que les médaillés militaires possesseurs de certificats d'inscription (bleus ou jaunes), ou lettres blanches servant de certificats provisoires, sont priés de les déposer au Trésor pour être échangés par application de la loi du 5 septembre 1919.

## Avis.

Les souscripteurs à l'Emprunt National 1920 sont instamment priés de retirer du Trésor les certificats provisoires, munis du récépissé qui leur a été délivré au moment du dépôt de la souscription.

## Avis.

Les titulaires des certificats provisoires de rente Emprunt 1918, qui en ont effectué le dépôt à la Trésorerie avant le 1<sup>er</sup> septembre 1920, pour échange, sont priés de se présenter au Trésor pour retirer les inscriptions définitives de rente.

## PARTIE NON OFFICIELLE

## NOUVELLES ET INFORMATIONS

## PORT DE PAPEETE

## Liste des passagers arrivés.

29 décembre. — Vapeur *Tofua*, venant de San Francisco. Passagers : M<sup>me</sup> E. Andrus, MM. J. Chesneau, J. Eifler, J. Gilmore, A. Grandgerard, M<sup>me</sup> A. Kiefer, M<sup>lle</sup> L. Morris, MM. N. Nouviale, C. Olivier, C. Poulmarck, E. Thuret, M<sup>lle</sup> M. Thuret, M<sup>lle</sup> C. Vachou, MM. C. W. Wright, Yann, W. Bansley, H. E. Davis, S. Glos, J. Ingolls, M<sup>me</sup> J. Klein, MM. J. Klein, W. La Rue, E. Marchal, M<sup>me</sup> E. Marchal, MM. J. Norrby, E. D. Nickander, M<sup>lle</sup> E. Schander.

## Liste des passagers partis.

30 décembre. — Vapeur *Tofua*, allant à Wellington. Passagers : MM. F. G. Fison, A. Bevan, G. Bevan, J. A. Bevan, M<sup>me</sup> L. Bevan, M. P. Poroi, M<sup>me</sup> A. Parker.

**BANQUE DE L'INDO-CHINE****SUCCURSALE DE PAPEETE**

Capital: 72.000.000 fr.

Privilégiée par décrets des 21 janvier 1875, 20 février 1888,  
16 mai 1900, 3 avril 1901 et 4 janvier 1920.**Situation au 31 décembre 1920.****ACTIF**

Numéraire en caisse.....	1.393.296 <sup>f</sup> 15
Titres déposés en garantie de la circulation.....	2.450.090 »
Portefeuille et avances diverses.....	7.755.266 86
Administration centrale et correspondants.....	4.312.287 01
Comptes d'ordre et divers.....	238.384 77
	<b>16.149.324<sup>f</sup> 79</b>

**PASSIF**

Billets de banque au porteur en circulation.....	8.495.285 <sup>f</sup> »
Comptes courants et de dépôts.....	1.809.546 06
Effets à payer.....	222.847 75
Comptes d'encaissement.....	899.116 13
Correspondants.....	1.534.429 42
Comptes d'ordre et divers.....	3.188.100 43
	<b>16.149.324<sup>f</sup> 79</b>

Papeete, le 31 décembre 1920.

*Le Directeur p. i.,*

A. DE LA VALLÉE.

**ANNONCES JUDICIAIRES**Insertion faite en exécution de l'article 32 du décret  
du 28 novembre 1866.

Le Greffier du Tribunal civil de Première instance de Papeete, Ile Tahiti, informe M. TEOTAHU A PAPARAI et Madame VAHITUTAU A TATARATA, tous deux actuellement sans domicile ni résidence connus, qu'une requête afin de reprises d'instance sur requête du 7 octobre 1918 est dirigée contre eux par M. Terinoho a Taputuarai et consorts, et qu'elle a été déposée au Greffe le 6 janvier 1921.

Il les informe, en outre, que Monsieur le Président a fixé l'audience au 15 février 1921, à huit heures, à laquelle la cause sera appelée devant le Tribunal civil de cette ville.

Papeete, le 6 janvier 1920.

*Le Greffier p. i.,*

CADET.

**PUBLICATION DE SOCIÉTÉ.**

Suivant acte sous seings privés en date à Papeete du 31 décembre 1920, enregistré, MM. LI TI NI n° 2148, LOU CHAO

A SAM n° 2143, SIOU PEN NAM n° 2563, et LO CHO n° 3490, demeurant à Papeete, ont formé entre eux, pour une durée de neuf années, une Société en nom collectif au capital de soixante mille francs, ayant son siège à Papeete, pour faire le commerce dans les Etablissements français de l'Océanie, sous la raison sociale LI TI NI et Compagnie, et sous l'enseigne "HONG SANG et Compagnie", dont M. LI TI NI est gérant, ayant la signature sociale. L'acte de société a été déposé au greffe des Tribunaux de Papeete le 8 janvier 1921.

Pour extrait :

LI TI NI.

**ANNONCES DIVERSES**

Monsieur EUGÈNE A. ITCHNER, domicilié à Huahine, actuellement à Raiatea, a l'honneur d'informer Messieurs les Commerçants qu'il ne se rend pas responsable des dettes de la dame FAI a OOPA, son épouse, qui a quitté le domicile conjugal.

**EN VENTE A L'IMPRIMERIE DU GOUVERNEMENT****TABLE ALPHABÉTIQUE DES ACTES**

EN VIGUEUR DANS LA COLONIE

Dressée par M. HEIMBURGER, Magistrat.

PRIX RÉDUIT, broché : 5 francs.

**SÉMAPHORE DE PAPEETE**

PRIX : En feuille : 50 centimes.

**CALENDRIER POUR 1921**

PRIX : En feuille : 50 centimes.

**Conditions de vente du "Journal officiel" au numéro.**

Le prix de vente de chaque numéro du *Journal officiel* et de ses suppléments est fixé comme suit :

Jusqu'à 16 pages.....	1 fr.
De 17 à 24 pages.....	1 50
De 25 à 32 pages.....	2 »
De 33 à 40 pages.....	2 50
De 41 à 48 pages.....	3 »

Il est fait exception pour les suppléments contenant des revendications de propriété, lesquels sont vendus 0 fr. 50 par feuillet de 2 pages.